

Imprimeur : RCS Tarascon B 304 711 369
 Périodicité : Bimestriel
 Cion parinatre n° 0710 P 11372
 N° ISSN : 1623-9970
 Supplément à ce numéro
 Tirage sur papier recyclé
 Dépôt légal à parution
 Tirage : 6.000 ex
 Juillet - Août - 2006 - N° 52
 prix au n° 2 €

Directeur de la publication : Dominique Martin

Directeur de la rédaction : Jacques Vassieux

Editeur :
 Front National - BP 50 - 74301 Cluses Cédex



Spécial Élections Législatives

POUR VOTER EN 2007, IL FAUT S'INSCRIRE EN 2006

En effet, pour pouvoir voter Jean-Marie LE PEN à l'élection présidentielle de 2007, puis voter pour les candidats du Front National aux élections législatives de juin 2007, il faut être inscrit sur les listes électorales dès 2006.

- Si vous avez déménagé, vérifiez que vous êtes toujours inscrit sur la liste électorale de votre commune de départ. La radiation d'office est possible, sans que vous ayez été prévenu.
Si vous ne payez plus aucun impôt dans la commune de départ (taxe foncière, taxe d'habitation, taxe professionnelle), le plus sûr est de s'inscrire dans la commune de votre nouvelle résidence.
- Vous payez une taxe professionnelle dans une commune et vous votez dans une autre (celle de votre résidence). Il est peut-être préférable, pour l'avenir de votre entreprise, donc le votre, de voter sur la commune où vous travaillez !
- Vérifiez que vos enfants devenus majeurs se sont bien inscrits.
- Motivez vos parents, amis, voisins, etc. à s'inscrire.

Trop de citoyens ne votent pas ou ne votent plus, estimant que cela ne sert à rien ou qu'il est trop tard.

À vous de les convaincre que voter utile, c'est voter Front national

TENTATIVE DE MEURTRE



Jean-Paul Frison-Roche,
conseiller municipal de Scionzier

SUR UN ÉLU DU FRONT NATIONAL

Notre dossier p. 7 - 8 - 9 - 10

EDITO SAVOIE

par Jacques Vassieux
 Secrétaire départemental

lire l'article en p. 3



SARKÖZY, L'ABUSEUR PUBLIC ...

Car il ne faut pas oublier que c'est lui qui après avoir fait supprimer la double peine, s'être dit favorable à une immigration choisie, c'est-à-dire encore plus d'immigration, et s'être prononcé pour le droit de vote aux étrangers, régularise maintenant les illégaux à tour de bras !



EDITO HAUTE-SAVOIE

C'EST LA RENTRÉE !

Voilà : les vacances sont finies. Et le mois de septembre a ceci de particulier qu'il nous remet

brutalement dans le bain en s'attaquant immédiatement à notre portefeuille.

Il y a la rentrée scolaire d'abord dont il faut négocier les achats avec nos chers petits. C'est cher, très cher : il est vrai que nos rejetons ne veulent que de la marque. Il ne faut surtout pas avoir l'air ringard ! Et ça change tout pour bien étudier ! Puis arrive le solde à payer de l'impôt sur le revenu qui nous rappelle combien notre cher État tient à nous. On notera que dans ce sens-là, il sait nous trouver. Il y a peut-être même la première échéance du prêt que l'on a contracté pour se faire plaisir pendant les vacances : finalement on se demande si c'était bien nécessaire, on aurait pu s'en passer. Là, on se dit que c'est un mauvais moment à passer, que ça ira mieux le mois prochain. Que nenni ! D'abord, le mois prochain, est-ce que l'on aura encore du travail : les rumeurs de licenciements vont bon train. La reprise économique n'existe que dans la tête du Premier Ministre Galouzeau de Villepin, et il n'y a que Borloo pour croire (ou faire croire) que le chômage est en baisse. En réalité l'emploi ne progresse pas, et nos grosses industries sont à la peine, notamment l'industrie automobile dont dépendent des milliers de sous-traitants. La mondialisation fait son œuvre, les fabrications se déplacent, et la Chine s'éveille.

Puis, en octobre, il y a la taxe foncière à payer, juste avant la taxe d'habitation en novembre. Tiens, c'est bizarre, ça a encore augmenté. Pourtant le Maire comme le Président du Conseil Général ou du Conseil Régional avaient assuré que les impôts locaux resteraient stables. Nous auraient-ils caché la vérité ? Le fioul de chauffage et le carburant nous titillent aussi le porte-monnaie : 15 centimes de hausse, c'est pas la mer à boire. Mais 15 centimes d'euro, ça fait 1 franc, et ça met le litre à 10 francs ! Rassurons-nous, nos gouvernants ont heureusement trouvé les solutions : les transports en communs, le covoiturage, la bicyclette... tout pour favoriser la mixité sociale en plus ! Ça y est : on est à nouveau à découvert, et notre cher (très cher !) banquier ponctionne ses frais. On ne comprend plus : on travaille sans arrêt, et l'on n'a jamais d'argent. Pourtant, souvenons-nous, l'euro devait faire couler le lait et le miel sur notre beau Pays !

Qu'il est loin le temps de cette France performante où l'on pouvait non seulement se loger, avoir des loisirs, mais où l'on pouvait aussi épargner sans trop d'effort. C'est sans doute le signe que tout ne va pas si bien, et qu'il faut se dépêcher de changer nos dirigeants politiques : Le Pen vite, très vite.

Dominique Martin
 Secrétaire national

CES COMMUNIQUÉS DE PRESSE QUE VOUS N'AVEZ PAS PU LIRE, ET POUR CAUSE, ILS NE SONT JAMAIS PUBLIÉS !

Mardi 29 août : communiqué de JM Le Pen.

Après Jean-Paul Frison-Roche, le 1^{er} Ministre ! L'homme interpellé aujourd'hui à Sallanches, encore en Haute-Savoie, après avoir forcé plusieurs barrages de gendarmerie à proximité du lieu où se trouvait le Premier ministre, en était à son troisième vol de voiture de la journée, et s'était rendu coupable de divers troubles à l'ordre public ces derniers jours.

Cet homme est Cherif Bouchelaleg. C'est l'Algérien qui, sous le coup d'une expulsion après de multiples condamnations, avait ému Nicolas Sarkozy au point que le Ministre de l'Intérieur avait alors supprimé la prétendue double peine. Telle est la réalité de la politique de M. Sarkozy. Non seulement il n'agit pas contre l'immigration, mais en supprimant la double peine, il permet aux immigrés multirécidivistes de poursuivre leurs méfaits, jusqu'à mettre en danger le Premier Ministre lui-même.

Dominique Martin avait prévenu dans son communiqué du 9 août dernier dénonçant la tentative de meurtre sur Jean-Paul Frison-Roche, élu du Front National (voir page 8 et 9 des Nouvelles du Front n°52).

C'est tout un symbole. Par sa politique irresponsable, Sarkozy met l'Etat, et la France, en péril.

Jeudi 24 août : communiqué du FN.

L'INSEE reconnaît du bout des lèvres avoir « sous-estimé le nombre d'immigrés » lors du recensement de 1999. Ainsi, Jean-Marie Le Pen avait raison, lorsqu'il fit aussitôt remarquer que les chiffres donnés par l'Institut officiel, qui concluait à une baisse du solde migratoire, n'étaient évidemment pas crédibles.

Mais cet aveu tardif a pour seul motif de minimiser de nouveau l'immigration. L'INSEE compte 600.000 immigrés de plus depuis le recensement, et ceux qui viennent d'Afrique noire sont en augmentation de 45 %. Des chiffres qu'on nous demande donc de relativiser, puisque ceux de 1999 étaient sous-estimés. Mais les Français n'ont pas besoin des chiffres aléatoires de l'INSEE pour constater que l'immigration ne cesse d'augmenter, et que les gouvernements successifs ne font rien pour lutter contre ce fléau qui met de plus en plus gravement en péril l'identité française, et à échéance l'existence même de la nation.

Mardi 22 août : communiqué de Louis ALIOT.

Qui va payer ? Les Français doivent savoir :

1 - Que le squat de Cachan n'est pas une exception. Depuis des années, partout en France, des étrangers en situation irrégulière s'entassent de plus en plus nombreux dans des milliers de squats.

2 - Que Nicolas Sarkozy malgré les promesses dont il les abreuve depuis 2002 est incapable de faire appliquer les lois de la République qui imposent le renvoi des clandestins dans leurs pays d'origine.

3 - Ils apprennent aujourd'hui que les centaines de clandestins de Cachan comme d'autres avant eux,

vont être en priorité relogés dans des hôtels ou des logements sociaux, aux frais des contribuables français qui n'en peuvent plus d'assumer la politique d'immigration ruineuse du gouvernement UMP. Le Front National propose donc que ces clandestins soient relogés dans les résidences secondaires de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal.

Vendredi 18 août : communiqué du FN.

La comédie de Cachan

L'évacuation des squatteurs de Cachan n'est qu'une nouvelle manipulation politico-médiatique du ministre de l'Intérieur, menée en concertation avec les groupuscules gauchistes de soutien aux clandestins.

Alors qu'il y avait dans ce squat plusieurs centaines de personnes en situation irrégulière, la police a attendu que la majorité des hommes ait quitté les lieux pour intervenir. Elle n'a interpellé que 49 « sans-papiers ». Or, parmi les squatteurs que les trotskistes ont fait rester sous un campement de fortune, une grande partie sont en situation irrégulière.

Par cette opération, Nicolas Sarkozy se montre pour les naïfs comme celui qui lutte avec détermination contre l'immigration clandestine, et les trotskistes, relayés par les médias, renforcent cette image. Chacun fait ainsi la promotion de l'autre, et le contribuable paye la note d'hôtel, sans que rien ne change dans le processus d'envahissement de notre pays.

Lundi 31 juillet : communiqué du FN.

Le Front National condamne les actions militaires de grande envergure engagées depuis deux semaines par l'armée israélienne contre les infrastructures du Liban, et en conséquence contre les populations civiles libanaises, souvent à très grande distance du

Liban Sud où elle entendait combattre les actions de harcèlement du Hezbollah.

Il s'indigne qu'une armée moderne, aux moyens sophistiqués et sans risques sérieux de riposte, puisse être responsable entre autres du massacre de civils - femmes et enfants - dans la ville hautement symbolique de Cana.

Il dénonce la passivité de l'ONU pourtant responsable au premier chef de l'équilibre géopolitique du Proche-Orient ainsi que la complicité de fait des Etats-Unis dans la poursuite des opérations militaires contre un pays sans défense.

Jeudi 27 juillet : communiqué de JM LE PEN.

Les chiffres du chômage

L'annonce mensuelle de la « baisse du chômage » n'impressionne plus personne depuis longtemps. Et il ne sert à rien de claironner ces chiffres mirifiques avant même que l'ANPE ait eu le temps de les communiquer. Cette violation, par le gouvernement, de l'embargo édicté par le gouvernement, est un contre-exemple de civisme particulièrement flagrant.

Chacun sait que la conjonction de la démographie déclinante et des radiations massives aboutit mathématiquement à une baisse du nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, ce qui n'a rien à voir avec le nombre réel des chômeurs.

Où sont les créations d'emplois ? Le silence observé sur ce point vaut tous les aveux.

Madame Marie-Claude BOMPARD, née Pelletier, m'avait fait citer par un acte du 22 décembre 2005 devant le tribunal correctionnel de Carpentras, en diffamation envers un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public.

Elle exigeait de ma part et en réparation de son soi-disant préjudice la somme de 5.000 euros de dommages et intérêts et la publication du jugement, à mes frais, dans divers journaux... Rien que ça !

Cependant le Tribunal de Carpentras a suivi les conclusions de mes avocats, Maître Laurence Biacabe et Wallerand de Saint-Just, et a débouté Madame BOMPARD de ses prétentions !

Dans son délibéré du 6 juillet 2006 la cour a en effet déclaré que l'acte de poursuite envers moi « était nul ».

Jacques VASSIEUX
Conseiller régional Rhône-Alpes

DIFFAMATION M^{me} Bompard accuse un élu FN

Crêpage de chignon sur le net

CARPENTRAS

Les luttes intestines du Front national n'ont pas fini de faire des dégâts collatéraux. Hier après-midi, le tribunal de Carpentras a mis en délibéré une affaire de diffamation opposant Jacques Vassieux, expert immobilier et surtout conseiller régional Rhône-Alpes et secrétaire départemental FN de la Savoie à Marie-Claude Bompard, conseillère régionale Paca et conseillère municipale à Bollène. L'ancienne membre et militante du parti de Jean-Marie Le Pen reproche à son homologue rhônalpin d'avoir tenu des propos déshonorants sa fonction d'élu, sur le site internet de ce dernier. Il s'agit de deux phrases mettant en doute la contribution financière de M^{me} Bompard au parti. « Au FN, comme au Parti communiste, les élus reversent une partie de leur indemnité au parti et dire le contraire concernant ma cliente, à l'époque où elle faisait toujours parti du FN et une allégation qui sous entend qu'elle est malhonnête, il y a donc bien diffamation. En réparation, M^{me} Bompard demande 5 000 € de dommages



Marie-Claude Bompard reproche à Jacques Vassieux ses propos tenus sur son site internet.

et intérêts et la publication du jugement dans les journaux régionaux » expliquera M^e Delépineau. Le conseil de Jacques Vassieux, plaidera plus sur la forme que sur le fond, avançant des nullités de procédure et indique : « M^{me} Bompard veut régler un compte personnel car elle aurait pu régler ce litige par un droit de réponse. D'autant que les propos tenus par M. Vassieux sont assez modérés ». Le tribunal rendra son jugement en juillet.

N.R.

Le coin des lecteurs

L'ESPRIT DE VALMY

« De ce jour, de ce lieu date une nouvelle ère de l'Histoire de l'Humanité »
« Plus que le canon des Français, ce qui a fait reculer les Prussiens, c'est la terrible Marseillaise »

À une époque où il est de bon ton de remettre en cause, voire de salir, tout ce qui a participé à la grandeur de la France, j'ai plaisir à citer Goethe qui assista à la bataille de Valmy dans l'état-major prussien. Comme nombre d'intellectuels européens de son temps, Goethe ne cachait pas ses sympathies pour la Révolution Française. Il les professa toute sa vie, au point que, en 1808, l'Empereur, de passage à Erfurt, lui rendit visite et lui remit sa propre Légion d'Honneur. Les grincheux pourront toujours le suspecter de complaisance à l'égard des Français. Mais, quand on sait le mauvais air dont est infecté aujourd'hui notre pays grâce à un Chirac qui célèbre Trafalgar et oublie Austerlitz, apôtre de la repentance et de l'auto-flagellation qui humilie la France à toute occasion et qui, n'en doutons pas, touchera bientôt le fond de la vase en demandant pardon à l'Algérie du boucher Bouteflika, je trouve quelque consolation à me référer au plus grand des poètes allemands.

Parce que j'ai l'amour de la Patrie chevillée au corps, je suis fier de Valmy comme je le suis de tous les succès que l'Histoire a portés au crédit de la France, et je fais partie de ceux qui disent que, si la France n'est pas née en 1789, elle ne s'est pas non plus arrêtée à cette date. J'assume le bon et le mauvais de mon pays aussi bien avant que depuis 1789 et, sur ce point, j'adhère à la formule anglaise qui veut que : « Right or wrong, my country ! ». Sur cette unité des Français autour du sentiment patriotique, je voudrais évoquer Jeanne d'Arc. La Pucelle, notre héroïne nationale, est vénérée dans la France entière, y compris dans les provinces qui, à son époque, lui étaient opposées. Alors, Français et fiers de l'être, cessons de brasser de la rancune. Sous tous les régimes, il s'est toujours trouvé des Français pour combattre leur pays au profit d'intérêts particuliers voire étrangers, et la France a toujours surmonté ces dissensions internes opposant souvent les plus grands noms de notre Histoire.

Finissons-en avec le rappel constant des fautes du passé... ou alors, n'oublions rien : la croisade des Albigeois et l'anéantissement des Cathares et des Vaudois, la Saint Barthélemy, les dragonnades et la révocation de l'Edit de Nantes, la Guerre de Dix ans menée par le Roi Très Chrétien Louis XIII et le cardinal de l'Eglise romaine Richelieu, et qui aboutit à la disparition des 2/3 de la population de la Franche-Comté, la Terreur rouge de la Révolution et la Terreur blanche de la Restauration, la Vendée et les colonnes infernales dirigées avec une égale cruauté par deux généraux de la République, le roturier Westermann et le pourtant aristocrate Turreau de Lignères... et mieux vaut que j'arrête là mon propos car il faudrait, pour des événements plus récents, remuer beaucoup de boue.

Pour revenir à Valmy, quand le duc de Brunswick a menacé Paris d'une exécution militaire, et a qualifié les Français de troupe de « boutiquiers et de savetiers », il a fouetté à vif l'orgueil national d'une armée composée d'autant de soldats issus des régiments de l'ancienne armée royale que de Volontaires nationaux inexpérimentés, mal vêtus et misérablement armés. Ces soldats étaient encadrés soit par ceux de leurs anciens officiers aristocrates qui n'avaient pas émigré, soit d'officiers sortis du rang où les maintenait jusque-là leur condition roturière, soit enfin, chez les Volontaires Nationaux, d'officiers élus par leurs soldats. Tous, emportés par un élan patriotique inouï, et toutes origines confondues, montèrent à l'assaut et cueillirent les premiers lauriers d'une épopée de gloire et de misères dont le ciment fut l'amour de la Patrie et l'orgueil d'être Français.

Valmy fut incontestablement un succès militaire et emblématique. Ceux qui le déplorent se situent dans le droit fil de la pensée anti-nationaliste des chiraquiens

Lucien Ruty
Secrétaire départemental du FN Gard

Le mot de Bernardo

LA VIOLENCE, LE DOPAGE ET LA GRANDE CLASSE

Il y a eu cette finale de coupe du monde de football qu'il faudra oublier bien vite. À cette occasion, on a essayé de nous faire croire que la violence pouvait être légitime. Du moment bien sûr qu'elle provienne de quelqu'un qui soit ami du système en place. Cette affaire nous a remis en mémoire la mauvaise foi qui avait entouré l'éviction de Paris des jeux Olympiques.

Chacun pourra comparer la punition avec celle infligée, il n'a pas si longtemps, à Jean-Marie LE PEN, pour avoir rabroué VERBALEMENT une élue gauchiste qui cherchait l'affrontement.

Et puis, il y a eu cette nouvelle affaire de dopage entachant le tour de France. Des coureurs dont la prouesse est maintenant mise en doute à chaque course. Au passage, nous saluerons le travail fait par les instances internationales du cyclisme. Ces dernières cherchant à tout prix à assainir une discipline durement touchée par le scandale.

Et puis, il y a la classe, la Grande Classe. Elle a un nom : Jeannie Longo. Une championne irréprochable. À 48 ans, elle gagne toujours. Elle gagne dans un silence médiatique étouffant. Elle dame toujours le pion à des sportives de 25 ans, et pas une seule affaire de dopage la concernant.

Alors, pourquoi cette absence médiatique... Serait-ce parce qu'il s'agit d'une femme ? Ou bien parce qu'elle ne fait pas de déclarations « politiquement correctes » ? Ou bien parce qu'elle est intelligente et cultivée ?

N'empêche que nous en sommes fiers. Fiers qu'elle soit Française et qu'elle gagne malgré les médias, malgré le dédain dont elle est victime.

Alors Jeannie, nous vous disons du fond du cœur : bravo ! Vous êtes la fierté du sport Français et nous, nous le savons et le disons !

EDITO SAVOIE



par Jacques Vassieux
Secrétaire départemental

SARKÖZY, L'ABUSEUR PUBLIC ...

Aujourd'hui en France, des étrangers sont ainsi qualifiés de « sans-papiers ».

Pourtant cette qualification peut être considérée comme fallacieuse.

En effet, les étrangers en question avaient des papiers, qu'il s'agisse de visas, de titres de séjour ou de récépissé de demande d'asile. Ils connaissaient de ce fait la date de la fin de l'autorisation du séjour dont on leur refuse la reconduction. Cette autorisation non renouvelée, ils prennent sciemment le risque d'être dans l'illégalité.

L'expression « étrangers illégaux » traduit donc mieux la réalité de la situation. L'expression sans-papiers transforme, elle, une transgression de la loi en privation d'un droit.

Cette façon de présenter la situation d'étrangers illégaux a l'inconvénient de mettre en avant des étrangers qui veulent imposer leur présence sans l'autorisation des gouvernants représentatifs du peuple. De plus les Français d'origine étrangère ainsi que les étrangers en situation régulière sont victimes d'un effet pervers produit par la non-expulsion des illégaux. Il leur devient quasiment impossible d'obtenir des visas pour faire venir en France leur famille pour de simples visites. En effet on pense, et souvent à juste titre, qu'une fois en France, ces personnes peuvent être tentées de devenir des illégaux qui essayeront de se faire qualifier de « sans-papiers » afin d'obtenir des cartes de résident. De ce fait c'est aux résidents français de se rendre à l'étranger s'ils veulent voir leur famille, le territoire national, leur territoire s'ils sont Français, étant interdit à leurs proches.

Régulariser les sans-papiers reviendrait donc à accepter que quiconque s'établissant illégalement en France dispose d'un droit d'installation définitif. Aucune politique d'intégration n'est concevable dans ces conditions. Et tous ça avec la complicité de ceux qui nous gouvernent, Sarközy en tête !

Car il ne faut pas oublier que c'est lui qui après avoir fait supprimer la double peine, s'être dit favorable à une immigration choisie, c'est-à-dire encore plus d'immigration, et s'être prononcé pour le droit de vote aux étrangers, régularise maintenant les illégaux à tour de bras !

Et dire que certains pensent encore que cet homme est de droite et que c'est un dur, capable de régler nos problèmes. Alors que ce politicard a fait tout le contraire de ce qu'il fallait pour notre pays.

Et c'est ainsi que ce la gauche avait seulement rêvé de faire, Sarközy lui l'a fait !

La vie du Front

Encore et toujours au contact

Outre le collage, le tractage, les nombreux courriers que vous recevez, la rédaction de notre journal, nos permanences à Annecy, Annemasse, Cluses, Scionzier, et maintenant Thonon-les-Bains, le Bureau départemental tient chaque mois des réunions d'information sur l'ensemble du département. Dans chaque circonscription à tour de rôle, plusieurs dizaines de personnes à chaque réunion peuvent ainsi profiter du point de vue du Front national sur l'actualité politique de notre pays. Toutes les questions sont abordées, y compris celles qui peuvent fâcher, et c'est bien volontiers que nos élus régionaux, Dominique Martin, Jacques Vassieux et Marie Favre, se plient à cet exercice.

C'est aussi l'occasion de rencontrer l'ensemble de nos cadres départementaux, Bernard Baudino, Jean-Paul Frison Roche, Stéphane Duchosal, Annick Lepère, Vincent Verne, Bernard Richier et Arnaud Hespelle, qui animent chacun une partie du territoire départemental.

Et pour ne rien gâter, la soirée se termine toujours autour d'un sympathique buffet, l'occasion de continuer les conversations en aparté.

Le 11 juillet dernier, c'est Arnaud Hespelle qui nous accueillait à Saint-Pierre-en-Faucigny pour une réunion du Bureau départemental élargi accueillant la quasi-totalité des 40 cadres et élus hauts savoyards. Réunissant des dizaines de personnes, cette sympathique soirée fut l'occasion de se rencontrer, de se parler, et de s'apercevoir qu'on n'est pas tout seul au Front national, bien au contraire.

N'hésitez plus, et venez nous rencontrer, la prochaine réunion aura lieu le 12 septembre prochain à 20 h 30 sur la cinquième circonscription en Mairie de Bons-en-Chablais. Renseignez-vous auprès de Marie Favre ou d'Annick Lepère.



Une nouvelle permanence à Thonon-les-Bains

Le 6 septembre dernier, Dominique Martin a inauguré la nouvelle permanence de Thonon-les-Bains en présence d'Annick Lepère, Secrétaire de circonscription, et Vincent Verne, son adjoint. Cette ouverture et la présence de nombreux sympathisants et militants montrent l'engouement croissant des Français à la candidature de Jean-Marie Le Pen. Nos responsables chablaisiens seront heureux de vous y accueillir, au 24 bis chemin des marmottes (1^{er} étage), chaque premier mercredi du mois à partir de 18 heures.

Prochaines dates : mercredi 4 octobre, mercredi 1^{er} novembre et mercredi 6 décembre.

Adresses utiles

FRONT NATIONAL DE LA Haute SAVOIE

BP 50 - 74301 Cluses Cédex
Tél./Fax : 04 50 96 12 13

PERMANENCE D'ANNECY

21, Rue de St Etienne (Pont Neuf)
74960 Cran Gevrier
Tél. : 04 50 45 08 23
Les Vendredi de 18 à 20h

Secrétaire départemental

Dominique MARTIN
BP 50 - 74301 Cluses Cédex
Tél./Fax : 04 50 96 12 13
Port. : 06 72 81 59 78
Site : www.dominique-martin.com
courriel : martin@dominique-martin.com

Secrétaire de la 1^{ère} circonscription

Bernard BAUDINO : 06 71 26 82 11
Secrétaire de la 2^{ème} circonscription
courriel : b.baudino@orange.fr

Marie FAURE : 06 72 81 57 95

Secrétaire de la 3^{ème} circonscription
courriel : mariefavre7@hotmail.fr

Jean-Paul FRISON ROCHE :
06 99 40 82 49

Secrétaire de la 4^{ème} circonscription
courriel : frisonroche@neuf.fr

Stéphane DUCHOSAL :
06 72 14 68 53

Chargée de mission 5^{ème} circonscription
courriel : sduchosal@hotmail.com

Annick LEPÈRE : 06 61 25 50 55
courriel : anniclepere@msn.com

Directeur départemental du DPS
Bernard RICHIER : 06 18 36 49 36

Chargé de mission FNJ
Arnaud HESPELLE : 06 70 01 57 51
courriel : hespelle.arnaud@neuf.fr

FRONT NATIONAL DE LA SAVOIE

BP 445 - 73010 Chambéry Cédex
Tél./Fax : 04 50 46 28 59

Secrétaire départemental

Jacques VASSIEUX
BP 60 003
74334 Poisy Cédex
Tél./Fax : 04 50 46 28 59
site : <http://jacques.vassieux.free.fr>
courriel : jacques.vassieux@wanadoo.fr



le Bureau départemental en réunion mensuelle



Tous les jours, l'actualité du Front National

LE PEN INFO : Allo 01 46 02 02 00

AUDIOTEL : 08 92 68 07 32

MINITEL : 3615 LE PEN

INTERNET :

www.frontnational.com : le site officiel du Front National

www.generationslepen.com : le site officiel de Générations Le Pen

www.fnj.info : le site officiel du Front National de la Jeunesse

www.françaisdabord.info : le site officiel de Français d'abord

www.françaisdabord.com/quotidien.php : le site de Français d'abord quotidien

www.gollnisch.com : le site officiel de Bruno Gollnisch

<http://jacques.vassieux.free.fr> : le site officiel de Jacques Vassieux

www.dominique-martin.com : le site officiel de Dominique Martin

Nominations

On le sentait. Son dynamisme, sa disponibilité, sa gentillesse, son engagement seraient forcément reconnus. Il est partout, n'a de cesse pour recruter des jeunes, pour organiser, pour participer.

Le 12 août dernier, c'est avec presque une vingtaine de FNJ qu'il a participé à l'opération clusienne dénonçant la tentative de meurtre sur un élu FN. Sa dernière semaine d'août, il l'a consacrée à se former lors des UDT du FNJ.

Alexandre Ayroulet ne s'y ait pas trompé, et l'a nommé Directeur départemental du FNJ Haute-Savoie.

Sûrement, l'on retrouvera Arnaud Hespelle avec d'autres responsabilités et d'autres fonctions.

Le Bureau départemental est heureux de féliciter Arnaud Hespelle, et à travers lui tous ces jeunes qui s'engagent : ils sont l'avenir de la France.



Le coin des petites annonces

❖ La Fédération de Haute-Savoie recherche un duplicopieur tous formats : faire proposition au 06 72 81 59 78.


❖ La Fédération de Haute-Savoie recherche un photocopieur tous formats pour gros tirage recto verso : faire proposition au 06 72 81 59 78.

❖ Suite licenciement et création d'élevage canin, cherche voiture à bas prix, 5 portes ou break, de marque française, pour transport de mes chiens aux expositions : 03 27 68 64 35.


❖ Achète bibliothèque complète, nationaliste ou historique, et souvenirs militaires : 03 44 40 48 99 heures bureau.


❖ Vend robe de mariée Pronuptia avec jupon et chapeau - 600 € : 06 11 73 12 65.

Carnet

 Le 3 juin 2006, Eliott a découvert sa petite sœur, Apoline, dernière née de Marine et Stéphane Vial, membre du DPS 74.

 Le 15 juillet, c'est Amélie, l'épouse de Christophe Georgy-Gausset, responsable DPS de la zone 4, qui mettait au monde la petite Hermine (3,170 kg et 49,5 cm).

 Le 19 juillet, Cécile et Frédéric Milano, chargé de mission sur la 3^{ème} circonscription, présentaient Clara (3,3 kg et 52 cm) à son grand frère Lucas.

 Le 31 août, Nathalie, notre assistante de groupe à la Région, mettait au monde une petite fille : Lisa. Le père et le grand frère se porte à merveille.....

Le Bureau départemental adresse ses félicitations aux mamans et aux papas, et souhaite la bienvenue sur notre belle terre de France à ces quatre petites filles

IN MEMORIAM

Il venait de fêter ses 20 ans deux semaines plus tôt. Il était un militant de la cause Nationale. Le 12 août dernier, il participait au tractage à Cluses dénonçant la tentative de meurtre sur un élu du Front National.

Une semaine plus tard, le 19 août, Sébastien Cacciapaglia trouvait la mort dans un accident de scooter. Pour « Caccia », en souvenir de son engagement, nous mettrons toutes nos forces pour que son combat n'ait pas été vain.

Le Front National de la Haute-Savoie présente ses chaleureuses condoléances à sa famille, ses amis et ses proches.



Le coin des élus



Vos élus tiennent permanence

À Cluses :

Une permanence est tenue chaque lundi matin de 10 h à 12 h, salle Concorde, en mairie. De plus, chaque premier vendredi du mois, les sept élus FN sont à votre disposition en Mairie à partir de 19 h 30. Les débats sont animés par Alain PICHOT, Président du Groupe FN au Conseil municipal de Cluses, et Dominique MARTIN, Conseiller régional.

Prochaines dates : vendredi 6 octobre, vendredi 3 novembre et vendredi 1^{er} décembre.



À Thonon-les-Bains :

Annick Lepère, Secrétaire de circonscription, et Vincent Verne, son adjoint sont heureux de vous accueillir de 18 heures à 20 heures dans la nouvelle permanence chablaisienne (24 bis, chemin des Marmottes) le premier mercredi de chaque mois. Prochaines dates : mercredi 4 octobre, mercredi 1^{er} novembre et mercredi 6 décembre.



À Scionzier :

Jean-Paul FRISON-ROCHE, élu FN de Scionzier et Secrétaire de la 3^{ème} circonscription, tient permanence le troisième vendredi de chaque mois à 19 h, salle Concorde, en mairie de Cluses (puisque le Maire de Scionzier lui refuse une salle depuis mars 2001).

Prochaines dates : vendredi 15 septembre, vendredi 20 octobre et vendredi 15 décembre.

À Annemasse :

Bernard MIDY, conseiller municipal d'Annemasse, Stéphane DUCHOSAL, secrétaire de circonscription et leur équipe tiennent permanence le premier mardi de chaque mois à 19h 45 en Mairie (salle n°3 : entrée rue de la Gare).

Prochaines dates : mardi 3 octobre, mardi 7 novembre et mardi 5 décembre.



À Annecy :

Les Conseillers régionaux Jacques VASSIEUX et Marie FAVRE, ainsi que Bernard BAUDINO, Secrétaire de la 1^{ère} circonscription, vous rencontrent chaque vendredi de 18 à 20 h dans notre permanence de Cran-Gevrier, 21 rue de Saint-Étienne (Pont Neuf) 04 50 45 08 23.



Conseil régional Rhône-Alpes

Assemblée plénière du 20 juillet 2006

Marie Favre, Jacques Vassieux et Dominique Martin au sein du Groupe FN sur les bancs de l'Assemblée régionale



Intervention de Dominique Martin
LA REFONDATION DU PRDF DE RHÔNE-ALPES

Monsieur le Président, chers Collègues,

La formation professionnelle est l'une des compétences majeures de notre collectivité. Et pourtant, depuis le renouvellement de notre Assemblée en mars 2004, l'Exécutif est resté inactif voir impuissant en la matière. Une année après son élection, en février 2005, il nous expliquait, je le cite : « Les mois qui viennent permettront d'élaborer un nouveau PRDF, prenant en compte les nouvelles orientations régionales, notamment en matière d'emploi et de développement économique ». Une année plus tard, en mars dernier, sentant son incompétence en matière d'emploi et de formation, l'Exécutif s'engage enfin, je le cite à nouveau. « Le cadre stratégique d'un PRDF remodelé, dynamique, prenant en compte les nouvelles orientations régionales en matière d'emploi et de développement économique, sera soumis au vote de l'assemblée régionale en juillet 2006 ».

Le message était clair : on allait voir ce qu'on allait voir !

Voilà, nous y sommes en juillet 2006, à plus du tiers de votre mandat, avec des vices présidents en charge des formations professionnelles élus dans cette assemblée depuis de nombreuses années, des spécialistes en quelque sorte. Vous avez enfin trouvé la solution, je vous cite dans votre préambule : « Le PRDF doit devenir un véritable outil de pilotage opérationnel et de concertation pour faire évoluer l'offre de formation, en produisant à la fois des éléments de diagnostic et de programmation pluriannuelle et un dispositif permanent d'élaboration par l'ensemble des partenaires des conventions annuelles d'application ».

Quelle belle solution : tout est dans tout, et partagé avec tout le monde ! Quelle belle manière surtout de noyer le poisson. Je suis au regret de vous dire que votre « refondation du PRDF » donne la terrible impression que vous découvrez le problème. Rien d'étonnant pour des personnes si éloignées du monde de l'entreprise et, par conséquent, du monde du travail.

D'abord vous fixez trois orientations :

1. La première : « l'accès au meilleur niveau de formation et à l'emploi durable par la qualification de tous ».

Quel aveu ! L'aveu qu'il nous faut suppléer une Éducation Nationale défaillante, et gérer les effets collatéraux de l'immigration.

2. La seconde orientation : « l'organisation des différents dispositifs d'information, d'orientation et d'acquisition des compétences dans une perspective tout au long de la vie, et de sécurisation des parcours professionnels ».

Quel aveu ! L'aveu qu'il vaut mieux perdre les chômeurs dans le labyrinthe de formations à tiroirs, plutôt que de créer les véritables conditions du plein emploi.

3. La troisième orientation : « la territorialisation pour une efficacité et une cohérence renforcées de l'action régionale ».

Quel aveu ! L'aveu, là comme ailleurs, que la Région est trop grande pour être pertinente. L'aveu que cette collectivité a été créée pour casser la cohésion nationale, tout en inféodant départements et communes. Puis vous déterminez trois principes d'action :

1. Le premier : « La concertation et le dialogue social ».

Quel aveu ! L'aveu de votre impuissance qui vous conduit à demander aux acteurs de la formation et de l'emploi les solutions envisageables. L'aveu aussi de votre habituelle démagogie qui vous pousse à associer à toutes vos décisions le monde associatif et syndical, ainsi que les citoyens.

L'aveu surtout que pour vous, comme pour Machiavel, « gouverner, c'est faire croire ».

2. Le second principe d'action : « Une volonté de cohérence entre les Schémas Régionaux comme entre les différentes voies de formation professionnelle ».

Quel aveu ! L'aveu que vous manquez d'imagination et d'initiative à ce point tel que vous ne pouvez pas vous démarquer des politiques contractualisées avec l'État, et surtout dans le cadre des nouveaux programmes européens.

3. Le troisième principe d'action : « La place centrale donnée aux territoires ».

Quel aveu ! L'aveu que c'est au plus près du problème que l'on trouve la solution. Vous proposez les territoires, je vous réponds les entreprises.

Enfin, pour suivre vos trois orientations et appliquer vos trois principes d'actions, comme à l'habitude, vous créez des bidules supplémentaires :

- ✓ une commission du PRDF : c'est vrai que l'on manque de commissions et sous-commissions à la Région !

- ✓ trois groupes domaines :

- l'un relatif aux publics et à leurs parcours de formation et d'insertion, confié au pilotage de l'État.

Tiens donc !

- un second relatif à l'évolution des besoins des secteurs d'activité, confié au pilotage des partenaires sociaux. Mais qu'en savent-ils tous ces syndicats politisés à outrance !

- un troisième relatif à la dimension territoriale des politiques d'emploi et de formation professionnelle, confié au pilotage de la Région. Ouf, la Région intervient quand même !

- ✓ un comité de synthèse et de pilotage : c'est vrai qu'après tout ça, il faudra bien faire la synthèse. Bon courage !

- ✓ sans oublier, bien sûr, de mettre en place des outils de suivi et d'évaluation : le petit truc en plus qui est très tendance et surtout très rassurant quand on ignore où l'on va !



Monsieur le Président, chers Collègues,

Pour conclure, j'ai envi de vous poser une seule question : y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Vous pensez avoir trouvé la solution. Au lieu de cela, vous avez construit une usine à gaz de plus.

Les mêmes causes créant les mêmes effets, il semble évident que la politique régionale en matière de formation ne sera pas plus performante à partir de la rentrée 2007.

L'unique, la seule solution passe par l'entreprise, car elle seule crée de l'emploi, elle seule transmet les savoir-faire en restant à la pointe de la technologie.

Ce que demande surtout l'entreprise, ce sont des salariés formés à réfléchir, formés à innover, formés à travailler, et non 82% de bacheliers qui savent à peine lire, écrire, compter, mais qui se prennent pour les maîtres du monde. Belle réussite de notre Éducation dite nationale.

Monsieur le Président, chers collègues, je vous remercie de votre (aimable) attention.



**TU ES JEUNE ET EN BONNE SANTÉ
TU AIMES LE SPORT ET L'AMITIÉ
TU SOUHAITES SERVIR TON PAYS
TA PLACE EST AU D.P.S. !**

NOM
Prénom tél.
Adresse
.....

Front national - B.P. 50 - 74301 Cluses Cedex
Contact : Bernard Richier au 06 18 36 49 36

TENTATIVE DE MEURTRE



Jean-Paul Frison-Roche,
conseiller municipal de Scionzier

SUR UN ÉLU DU FRONT NATIONAL

6 h 00, samedi 5 août Il est presque 6 heures, ce samedi 5 août. Comme à son habitude, Jean-Paul Frison-Roche, un lève-tôt, rejoint quelques habitués devant le Tabac des Ewües I, un quartier de Cluses, en attendant l'ouverture : c'est le seul qui vend la marque de cigarettes que Jean-Paul fume.

6 h 05, deux "jeunes" à bord d'une voiture

Une voiture arrive, avec deux « jeunes » à bord. Le passager demande où il peut trouver un distributeur de billets. On le renseigne. En l'attendant, le conducteur, pris d'une envie, descend et va uriner sur la grille encore fermée du bar voisin. La patronne du bar, sur le point d'ouvrir, fait part de son mécontentement. Les quelques personnes présentes, essentiellement des personnes âgées, dont M. Frison-Roche, la soutiennent.

Le « jeune » réagit aussitôt par des insultes, et, reconnaissant l'élue FN de Scionzier, s'en prend immédiatement à lui : « Je

6 h 10, "...je t'aurai..." te connais, toi ! T'es un facho ! T'es du FN ! Je sais où t'habites, je t'aurai... », sans pouvoir cependant donner son nom !

Dans un souci d'apaisement, et par sécurité pour les personnes âgées présentes, notre élu, identifié comme tel par l'agresseur, évite l'altercation, et rentre dans le tabac. Le « jeune » continue de l'insulter. Pour éviter tout incident, Jean-Paul va à la boulangerie voisine, mais le « jeune » persiste. Vingt minutes se sont déjà écoulées, et il ne se calme toujours pas.

6 h 20, le "jeune" persiste Notre ami retourne dans le tabac, mais là, le « jeune »

l'assaille et lui administre trois coups de couteau, dont un à la hauteur de l'omoplate, un coup mortel selon le médecin

6 h 28, trois coups de couteau légiste qui examinera Jean-Paul Frison-Roche trois jours plus tard.

Atteint grièvement, le responsable FN ne chute pas : « le jeune » est toujours là à l'insulter, malgré le sang qui coule ! Il est environ 6 heures 30.

6 h 30, le sang coule

La scène aura donc duré presque une demi-heure. À l'évidence, la tentative de meurtre contre un élu du Front National est avérée, et avec préméditation, ce dont convient la Brigade de Recherche de la Gendarmerie chargée de l'enquête, ce que cache la presse et ce qu'ignorent les autorités politiques départementales.

À l'heure où nous écrivons ces pages, un mois plus tard, et malgré les caméras de vidéosurveillance de la ville de Cluses dont le Maire est si fier (un peu à la Sarkösy !), le meurtrier court toujours, et Jean-Paul Frison-Roche se remet seulement : outre le coup physique, l'impact psychologique a été énorme.

● page 8, La réaction

● page 8/9, Les communiqués

● page 9, le *Dauphiné Libéré*

● page 9, le Maire de Cluses

● page 10, reportage photos

Le 12 août, devant la Mairie de Cluses, Jean-Paul Frison-Roche reçoit les sympathisants et élus venus le soutenir. Ici des élus régionaux, Emmanuel Roman, Nicole de Lacheisserie et son mari, Jean-Loup.

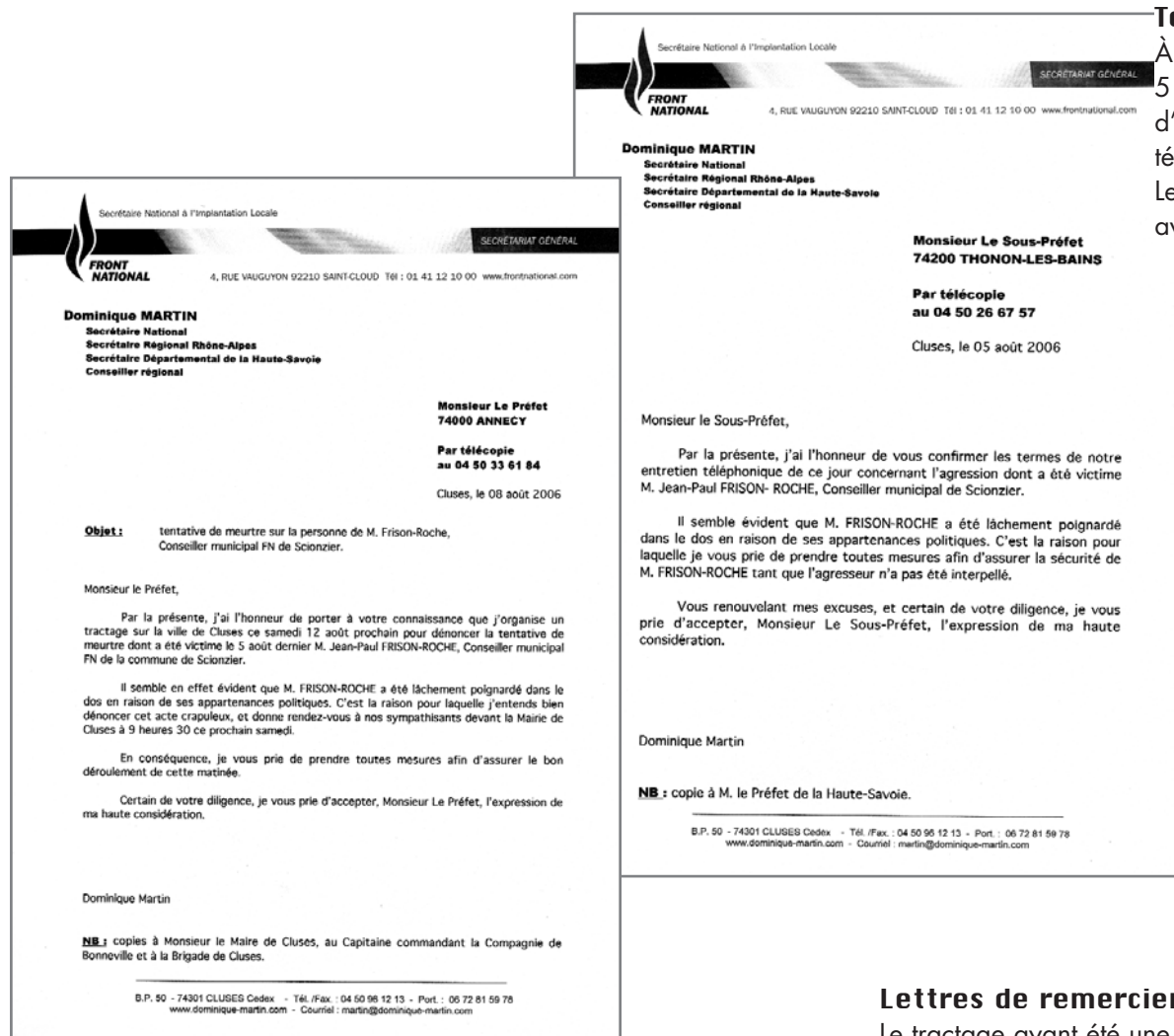


Bernard Cartier, 1^{er} adjoint au Maire de Châtillon sur Cluses.



Avec Stéphane Wasielewski, conseiller municipal FN de Cluses.

1 La réaction du FN



Télécopie au Sous-Préfet :

À peine informé de l'agression, Dominique Martin joint samedi matin 5 août par téléphone le Sous-Préfet de garde afin de lui demander d'assurer la sécurité de Jean-Paul Frison-Roche. Il confirme l'entretien téléphonique par une télécopie.

Le même jour, Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch et Louis Aliot sont avertis. Maître Wallerand de Saint-Just prend l'affaire en main.

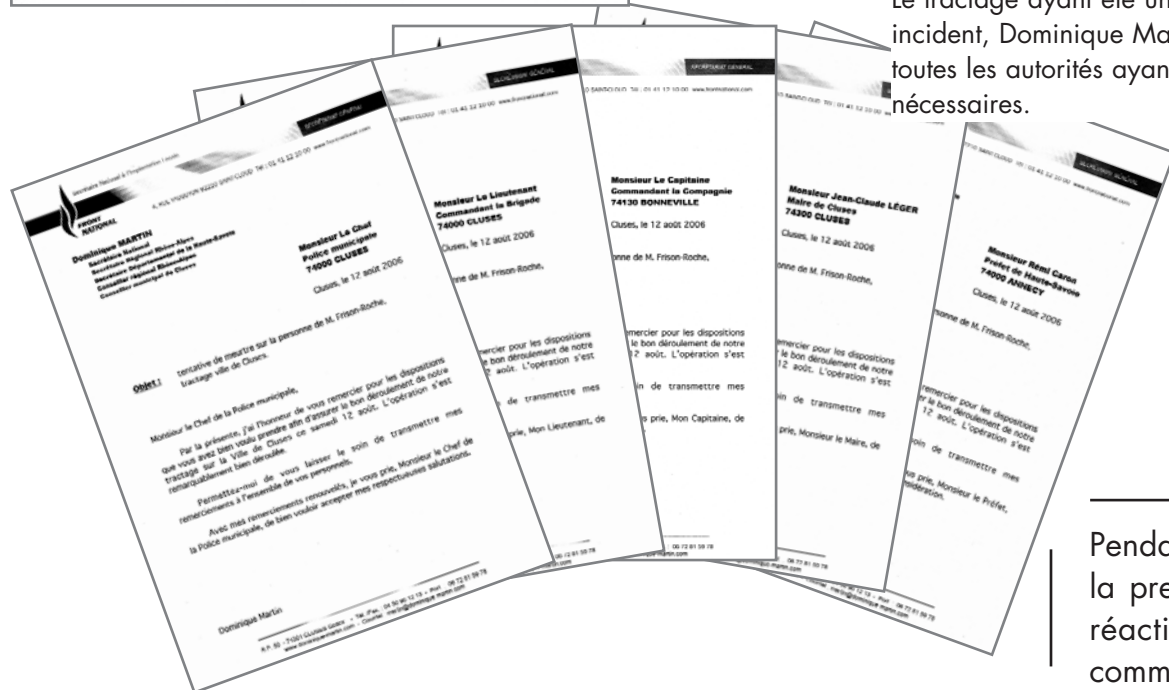
Télécopie au Préfet :

La décision est vite prise d'organiser un tractage en réaction à l'odieuse agression. Lundi 7 août, Dominique Martin appelle Éric Iorio, Délégué national à la propagande et Directeur de l'Atelier Graphique, rare cadre national encore présent au siège à Saint-Cloud, pour rédiger un tract. Francis Plainchant de la Régie diffusion prend en charge l'impression et l'expédition sous 48 heures. Chapeau les gars, et merci.

Le Préfet de la Haute-Savoie est prévenu par téléphone avec confirmation par télécopie le mardi 8 août, ainsi que le Maire de Cluses et le Capitaine commandant la Compagnie de gendarmerie.

Lettres de remerciements :

Le tractage ayant été une réussite sans aucun incident, Dominique Martin remercie par courrier toutes les autorités ayant pris les mesures nécessaires.



2 Les

Pendant une semaine, Dominique Martin informe régulièrement la presse départementale et nationale de la situation et de la réaction du Front national. L'écho est faible. Même le communiqué de remerciements de Jean-Paul Frison-Roche sera occulté.

Cluses le 5 août : communiqué de Dominique Martin

Un Elu Front National sauvagement agressé à l'arme blanche !

Ce samedi matin, vers 6 h 30, une commerçante tenant un bar à Cluses (Haute-Savoie) surprend un « jeune » en train d'uriner sur sa vitrine. Plusieurs personnes, dont Jean-Paul FRISON-ROCHE, Conseiller municipal Front National de Scionzier, soutiennent cette pauvre commerçante, et l'incident semble clos.

Mais le « jeune » a reconnu le seul JP FRISON-ROCHE, et ses insultes fusent relativement à l'appartenance politique de M. Frison-Roche. Ce dernier, dans un esprit d'apaisement, ne répond pas à ces insultes et s'en va. Alors qu'il entre dans un tabac presse à peine éloigné de 50 mètres du bar, le « jeune » revient à la charge, et le poignarde lâchement dans le dos au risque de le tuer. Le Front national condamne fermement cette tentative de meurtre qui n'est qu'une nouvelle manifestation de l'insécurité qui s'installe dans notre Pays. Elle symbolise une fois de plus l'arrogance de ces « jeunes » voyous qui n'hésitent même plus à s'attaquer à un citoyen chargé d'un mandat public dont le seul tort a été de vouloir aider un commerçant victime de dégradations volontaires, pour simplement avoir demandé à l'individu d'aller faire ses besoins ailleurs !

Cluses le 9 août : communiqué de Dominique Martin

Aucune réaction des responsables politiques de Haute-Savoie !

Cinq jours après la tentative de meurtre sur la personne de Jean-Paul FRISON-ROCHE, Conseiller municipal Front National de Scionzier, et alors que l'agresseur court toujours, aucun responsable politique départemental n'a réagi à cette inacceptable agression, et aucun a envoyé un témoignage de soutien à M. Frison-Roche.

De même, le Maire de Scionzier, Maurice Gradel, où est élu M. Frison-Roche, comme le Maire de Cluses, Jean-Claude Léger, où l'attaque s'est déroulée, ont fait preuve d'aucune compassion à l'égard de leur collègue élu.

Comme pour son agresseur, l'appartenance politique de M. Frison-Roche doit à leurs yeux justifier un tel comportement.

Mais ces responsables politiques ne comprennent pas que, si aujourd'hui c'est un élu du FN qui est victime, demain ce sera n'importe quel élu, quelle que soit son appartenance politique. Puis ce sera le tour des fonctionnaires et des corps constitués au seul motif qu'ils représentent la France en France.

Le Front National alerte la population sur la libanisation de notre Pays. Comme dans les Balkans dans les années 90, il s'agit pour les populations exogènes de se substituer aux indigènes au prétexte du droit des communautés à exister.

Cluses le 11 août : communiqué de Dominique Martin

Tractage à Cluses en réaction à l'odieuse tentative de meurtre.

En réaction à l'odieuse tentative de meurtre dont a été victime Jean-Paul Frison-Roche pour l'unique raison que ce dernier est un élu du Front National, la Droite Nationale organise demain, samedi 12 août, une semaine après les faits, un tractage sur la Ville de Cluses afin de dénoncer l'inacceptable.

Plusieurs élus régionaux et municipaux du FN ainsi que des sympathisants se sont donnés rendez-vous à 9 heures 30 devant la Mairie de Cluses avant de sillonner la ville jusqu'à 12 heures.

Il s'agit d'abord d'apporter leur soutien à Jean-Paul Frison-Roche, d'alerter ensuite la population sur cette violence gratuite qui envahit en toute impunité notre Pays, et de montrer enfin à ces « jeunes » agresseurs qu'il existe des Français déterminés à ne pas se laisser faire.

Cluses le 12 août : communiqué de Dominique Martin

La population au diapason avec Jean-Paul Frison-Roche

Avec Nicole de Lacheisserie, Marie Favre, Emmanuel Roman, Maurice Faurobert, Jacques Vassieux, Dominique Martin, élus régionaux, Martine Chatel, Bernard Cartier, Stéphan Wasielewski, élus municipaux, une centaine de sympathisants se sont retrouvés à Cluses, ce 12 août, en réaction à l'odieuse tentative de meurtre dont a été victime Jean-Paul Frison-Roche pour l'unique raison que ce dernier est un élu du Front National.

Il s'agissait, d'abord, d'apporter leur soutien à Jean-

3 Le Dauphiné

Lettre au Dauphiné Libéré

Bien qu'habitué, Dominique Martin est néanmoins surpris par le traitement de l'information qui est réduite à un simple fait divers. De plus la presse locale diminue considérablement la mobilisation des sympathisants lors du tractage en faisant état de 50 ou 60 personnes alors que nous étions plus de cent. Un tel parti pris négatif ne peut rester sans être dénoncé. En sa qualité de Secrétaire départemental, il fait part de sa surprise par courrier au Directeur départemental du Dauphiné Libéré, avec copie à tous les média départementaux.

Ce courrier est resté sans réponse !

Chacun fera ce qui lui plaira, mais D. Martin a décidé, qu'à titre personnel, il n'achètera plus le Dauphiné Libéré, et suggéra à nos amis annonceurs de confier leur budget publicitaire à d'autres supports.

FÉDÉRATION DE HAUTE-SAVOIE

Dominique MARTIN
Secrétaire national
Secrétaire régional Rhône-Alpes
Secrétaire Départemental de la Haute-Savoie

Le Dauphiné Libéré
Monsieur le Directeur départemental
Monsieur Lesueur
74000 ANNECY

Cluses, le 16 août 2006

Monsieur le Directeur,

Le Dauphiné Libéré n'ignore pas la tentative de meurtre dont a été victime M. Frison-Roche au seul motif qu'il est élu Front National, puisqu'il y a consacré un article en page 4 « Votre région » de l'édition du 6 août dernier.

Le Front National a bien évidemment réagi à cet acte odieux en diffusant, entre autres, un certain nombre de communiqués. Mais le quotidien dont vous êtes le Directeur départemental n'a, semble-t-il, pas jugé utile de les rapporter. On peut penser que c'est dans un souci bien légitime d'apaisement.

Cependant votre édition du 9 août dernier fait écho à la réaction du Député-Maire d'Annecy, sous le titre « Agression antisémite - Bernard Bosson condamné ». Le souci d'apaisement a disparu, malgré le contexte actuel très difficile au Proche-Orient.

De même les éditions du 9 et du 10 août relatent l'incroyable exploit du Ministre Estrosi qui a fait l'ascension du Mont-Blanc en compagnie du Député-Maire de Bonneville, Martial Saddier. Il est vrai que cette information est essentielle dans la vie de notre société et pour vos lecteurs.

Je n'ose imaginer que ce traitement de l'information (il s'agit d'une tentative de meurtre sur un élu !) n'est pas le fruit des mêmes motivations que l'agresseur de M. Frison-Roche, ou de la classe politique départementale qui n'a réagi à aucun moment (ne serait-ce qu'un témoignage de sympathie à l'attention de M. Frison-Roche !) : puisqu'il s'agit du Front National, on peut aggraver, on peut ignorer, on peut cacher la vérité...

Dans le cas contraire, je serai obligé de tirer les conclusions qui s'imposent, les conclusions que m'impose Le Dauphiné Libéré.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'accepter, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.

Dominique Martin

B.P. 50 - 74301 CLUSES Cedex - Tél./Fax. : 04 50 96 12 13 - Port. : 06 72 81 59 78
www.dominique-martin.com - Courriel : martin@dominique-martin.com

4 Le Maire de Cluses

La perspicacité du Maire de Cluses

On ne peut s'empêcher de sourire à la lecture du bulletin municipal de la Ville de Cluses de juillet dernier.

En effet, sous la rubrique « l'expression politique » ouverte à chaque groupe politique au conseil municipal, on y trouve la réponse du Maire de Cluses à l'article du FN dénonçant l'insécurité en ville.

On appréciera la perspicacité de ce Maire à peine quelques jours avant la tentative de meurtre sur un élu du Front National. Mais heureusement pour lui, le ridicule ne tue pas !

communiqués

De son côté, Jacques Vassieux envoie sur le net tous les éléments concernant cette tentative de meurtre. L'information fait rapidement le tour de très nombreux blogs et forums.

Paul Frison-Roche, d'alerter, ensuite, la population sur cette violence gratuite qui envahit en toute impunité notre Pays, et de montrer, enfin, à ces « jeunes » agresseurs qu'il existe des Français déterminés à ne pas se laisser faire.

Malgré le pont du 15 août et une pluie battante, l'accueil a été plus que chaleureux, et les messages de sympathie et de soutien furent fort nombreux.

Une fois de plus, le Front National a réalisé un sondage grandeur nature dont le résultat s'impose : « Le Pen avait raison, Le Pen vite, très vite ».

Tout cela est de bon augure pour les prochaines échéances électorales, et surtout pour l'avenir de notre Pays : non à la libanisation de la France !

Cluses le 15 août : communiqué de JP Frison-Roche

Remerciements suite à la tentative de meurtre de l'élu FN

J'exprime ma vive gratitude et ma profonde reconnaissance à toutes les personnes qui m'ont apporté leurs témoignages de sympathie suite à l'agression dont j'ai été victime.

Je remercie tout particulièrement Dominique MARTIN, qui a organisé la manifestation de soutien, le Docteur Alain Grévy, pour sa disponibilité, et toute l'équipe soignante des Urgences de la Clinique de Cluses, les Pompiers de Cluses, le S.M.U.R et la Gendarmerie, pour leur professionnalisme et la compétence de leur intervention, ainsi que les Journalistes pour la qualité de leur rédaction.

ClusesMag

l'expression politique

PLUS C'EST GROS, PLUS ÇA PASSE !

Voilà bien la stratégie habituelle du front national clusien qui n'a plus rien à dire.
Que Cluses ait vu sa délinquance baisser de façon particulièrement importante depuis trois ans ;

Que notre ville ait été épargnée dans la crise des banlieues de novembre 2005 ;

Que le nombre de policiers municipaux par habitant soit un des plus importants de la région Rhône-Alpes ;

Que la vidéosurveillance ait permis de tranquilliser de façon spectaculaire plusieurs lieux de la ville ;

et voilà le front national en manque d'arguments.

Une seule solution : le mensonge, la calomnie.

Et plus c'est gros, plus ça passe !
Sauf que les clusiennes et les clusiens ne se laissent pas abuser par des ficelles aussi grosses.

Jean-Claude LÉGER
Maire de Cluses

RÉGLEMENT DE COMPTE AUX ÈWUES

A Cluses comme ailleurs en France, l'insécurité n'en finit pas de progresser. Pas l'insécurité habituelle (vol de vélos, de mobylettes, d'autoradios, effractions diverses et variées, etc...) qui semble diminuer, mais dont on sait que cette diminution est artificiellement obtenue par la non-prise en compte des plaintes relatives à ces désormais "petits délits", mais la violence aux personnes qui a progressé de 16% en 2005. Les Clusiens ne s'étonnent donc plus de ces voitures qui flambent quasiment chaque semaine, de ces commerces régulièrement visités, de ces scooters et vélos disparus... Il paraît que c'est dorénavant normal ! (surtout pour les personnes spoliées de leur bien !). Mais, malgré le silence assourdissant des média locaux, tout fini par se savoir. Comment ? Une vieille dame agressée à Messy ! Nos enfants rackettés à la sortie des collèges et lycées ! Encore une agression sexuelle sur mineur ! Une bagarre avec armes blanches de plus, quartier de la Gare !... Tout fini par se savoir. Encore plus fort : un règlement de compte dans la nuit du 7 juin aux Èwues par des hommes encagoulés et armés de fusils à pompe. Ou va-t-on, et que fait le Maire ? Comme son mentor, Sarkozy, il gesticule, nie l'évidence, menacerait de plaintes la presse si cette dernière s'emparait de l'affaire. Et au lieu de renforcer sa police municipale, au lieu d'exiger une police nationale, il achète dix caméras de vidéosurveillance de plus, pour mieux filmer ces délits aux personnes, si tant est que les dites caméras fonctionnent !
Vraiment, Clusiennes, Clusiens, il y a de quoi pleurer.

Dominique MARTIN
Groupe
"Moins d'impôts, plus de sécurité à Cluses"

CLUSES NOUVELLE DONNE

Olivier MAROUZÉ,
Groupe
"Cluses nouvelle donne"

L'association Cluses Nouvelle Donne et ses élus au conseil municipal ont élaboré et distribué un questionnaire sur la vie de la cité. Le retour est fort intéressant et nous conforte dans nos positions au conseil municipal. Dans les quartiers, quelques événements festifs et conviviaux ne suffisent pas à assurer une démocratie réelle car le travail de fond n'existe pas vraiment. Dans les domaines associatif et culturel, le constat est fait du manque d'ouverture et de prise en compte de la diversité politique et culturelle de notre ville. Quand la souffrance muette et le manque de communication entre nos concitoyens s'expriment, que fait la majorité municipale ? De notre côté, la proximité que nous avons avec la population nous sensibilise à ses vrais problèmes. C'est sur le terrain que nous soutenons diverses manifestations, comme celle des salariés de Cartier, et nous y constatons l'absence d'élus de la majorité municipale. Nous tenons à porter la parole des presque "oubliés" et avons la volonté qu'elle soit entendue à l'Hôtel de Ville. Faut-il attendre l'année 2008 pour que ces besoins soient pris en compte ?...

D. 14

5 Reportage photos



La Fédération de Haute-Savoie a affrété un car de soixante-deux places malheureusement insuffisantes, puisqu'une dizaine de personnes, dont le DPS, n'a pas pu s'asseoir. Les 15 jeunes gens du FNJ, emmenés par Arnaud Hespelle, Directeur départemental du FNJ, ont suivi avec leurs voitures, comme autant de sympathisants arrivés en retard au rendez-vous de 9 heures 30. Malgré le pont du 15 août, ce sont plus de 100 personnes qui participent à cette action.



Arrivée au Ewües I, et distribution des tracts aux sympathisants.



Halte devant le bureau de tabac où s'est produite la tentative de meurtre.



Les Ewües avec notre ami Maurice Faurobert.

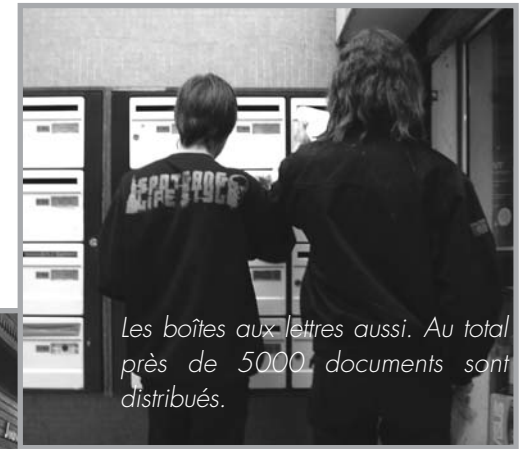
Malgré une pluie battante et un froid de canard, les commerces de chacun des quartiers de Cluses sont visités :



La Sardagne.



Le Centre Ville.



Les boîtes aux lettres aussi. Au total près de 5000 documents sont distribués.

Nos voisins savoyards sont venus en renfort :



Mila et Marcel Debien réconforte notre DPS.



Jacques Vassieux, avec son écharpe d'élus régional, donne la cadence.



Ginette Brault au pare brise.



Midi, sous la pluie battante, photo du groupe des rescapés avant un apéro bien mérité.

Bravo et merci à toutes et tous.

UN CONSEILLER MUNICIPAL POIGNARDÉ À CLUSES

Samedi 5 Août 2006 à 6h30 du matin, Jean-Paul Frison-Roche, Conseiller municipal du Front National de Scionzier, a été poignardé par un "jeune" à Cluses.

Samedi matin, une commerçante de Cluses surprend un "jeune" en train d'uriner sur sa vitrine. Plusieurs personnes, dont M. FRISON-ROCHE, Conseiller municipal FN, soutiennent cette pauvre commerçante. Tout aurait dû en rester là ! Mais le "jeune" reconnaît l'élus du Front National, et les insultes fusent relativement à son appartenance politique. Dans un esprit d'apaisement, M. FRISON-ROCHE ne répond pas à cette provocation et s'en va rejoindre un Tabac-Presse tout proche. Le "jeune" revient à la charge et le poignarde lâchement dans le dos au risque de le tuer, avant de s'enfuir... Par miracle, aucun organe vital n'est touché... Mais son agresseur court toujours !

SÉCURITÉ : CA S'AMÉLIORE !



Cette tentative de meurtre n'est qu'une nouvelle manifestation de l'insécurité qui s'installe dans nos villes et nos campagnes. Elle symbolise une fois de plus l'arrogance de ces "jeunes" voyous qui n'hésitent plus à s'attaquer à un citoyen, élu du peuple, dont le seul tort a été de vouloir aider une commerçante victime "d'incivilité", et d'appartenir au mouvement de Jean-Marie LE PEN.

Exigez avec le Front National

- L'expulsion des 15 000 étrangers incarcérés pour avoir violé les lois françaises
- La déchéance de la nationalité pour les naturalisés coupables de crime(s) ou délit(s).
- La réforme du code de la nationalité
- L'expulsion des 2 millions de clandestins et des 800 000 étrangers chômeurs et inactifs

Une fois de plus LE PEN et le FN avaient raison !

Seul le FN peut rétablir LA SÉCURITÉ, PREMIÈRE DES LIBERTÉS !

RÉAGISSEZ, SOUTENEZ M. FRISON-ROCHE !

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code Postal : _____ Ville : _____
 Tel : _____ Email : _____

p Je soutiens votre combat pour le rétablissement de la sécurité, première des libertés
 p Je me défends : j'adhère au FN
 (normal : 50 €, revenus modestes : 30 €)

À retourner au Front National 74
 BP 50 - 74301 CLUSES CEDEX ☎ 04 50 96 12 13

L'Humeur du Fennec

L'escroquerie de Villiers éclate !



Le MPF de Villiers se prononce pour la construction de la grande mosquée de Marseille ! Le conseil municipal MPF de Marseille vote pour l'attribution d'une gigantesque

subvention pour la grande mosquée de Marseille ! L'escroquerie de Villiers éclate !

Depuis quelques mois, un certain nombre d'aigris et d'ambitieux nous présentent Villiers comme le nouvel opposant à l'Islam, reprochant à Le Pen et au FN ses molleses dans le combat contre l'islamisation de la France.

Il s'agissait surtout de tenter de casser le FN, et de faire vendre le livre de Villiers sur les mosquées de Roissy. Pourtant la mosquée de Marseille, le MPF est ouvertement pour !

Le 17 juillet 2006, le conseil municipal de Marseille s'est prononcé sur l'attribution d'un bail emphytéotique pour la construction d'une grande mosquée dans la deuxième ville de France avec des facilités financières et juridiques importantes.

Le conseil municipal de Marseille compte 101 élus municipaux. Le FN n'a pas de représentant au sein de ce conseil. Le MNR a obtenu trois élus en 2001 : Bruno Mégret, Yvon Claire, Hubert Savon.

Yvon Claire a quitté le MNR fin 2005 pour rejoindre le MPF... Il a trahi la droite nationale en rejoignant l'UMP... Il a également trahi ses idées.

En effet, tous les élus ont voté l'attribution d'un terrain et de facilités juridiques et financières pour la construction de cette mosquée... Tous,

sauf Mégret et Savon du MNR... Tous y compris le MPF Yvon Claire.

Ce projet de mosquée est l'évènement de l'année à Marseille, et a été médiatisé (articles dans *Le Figaro*, *Le Monde*, etc...) de sorte que la position des élus a été adoptée au plus haut niveau de chaque parti politique.

C'est donc Damien Bariller, ancien du FN et du MNR, et actuel responsable du MPF 13, voire Guillaume Peltier lui-même qui ont appuyé cette approbation de la mosquée de Marseille afin de s'aplatir devant Gaudin et l'UMP.

Cette position montre le vrai visage du MPF : l'éternel allié du système, les anciens amis de Pasqua, un groupuscule associé à l'UMP. Un parti qui, comme les autres, est pour l'islamisation de la France. Ce qui compte en politique, ce n'est pas le fric que l'on gagne en vendant des livres sur les mosquées de Roissy, mais les votes dans les assemblées politiques.

Le MPF prépare son ralliement à Sarkozy au 2^{ème} tour de 2007, et, surtout, commence à négocier des places sur les listes UMP pour les municipales de 2008.

Seuls, le FN et le MNR, s'opposent à l'islamisation de l'Europe. Le MNR et le FN ont d'ailleurs décidé d'attaquer cette délibération en justice.

Comment l'alliance entre le FN, le MNR et le MPF pourraient se faire alors que FN et MNR attaquent devant la justice des délibérations votées par les MPF/UMP/PS/PC ! Face à l'Islam, le FN/MNR a des positions opposées à celles du MPF. Sur un sujet aussi grave, nous avons donc la preuve que le MPF est un parti de collabos de l'Islam.

Un bail emphytéotique peut être voté pour une durée minimum de 18 ans et maximum de 99 ans. Le compte-rendu du conseil municipal du 17 juillet 2006 est en ligne sur le site de la ville de Marseille. Dans le cas de Marseille, Gaudin

se vante (1 heure 24 minutes de la vidéo) que le bail accordé est de 99 ans, soit le maximum, et il se vante que les facilités accordées pour la mosquée s'élèvent à 4 millions d'euros !

L'ensemble du compte-rendu en vidéo est hallucinant (sur « les idées de haine et d'exclusion » du MNR, la richesse culturelle de l'Islam) et ne peut qu'inciter les patriotes à considérer les gens du MPF comme des traîtres et des malades qu'il faut impitoyablement triquer surtout après le bandeau représentant Le Pen comme dans les caricatures de Ras-le-Front.

Nous vous invitons à écrire aux traîtres qui depuis deux ans ont rejoint l'islamophile Villiers pour un plat de lentilles (qu'ils n'auront pas le temps de bouffer) :

- Damien Bariller : 13@pourlafrance.fr

- Franck Marest : f.marest@mpf-villiers.com

- Les guignols de *France Echos* qui ont essayé de nous faire croire que Villiers est contre l'islamisation, et que Le Pen est allié à l'Iran : contact@france-echos.com

- Le ridicule bouffon Yann Baly, responsable de Chrétienté-Solidarité (bientôt renommé Mosquée-Chrétienté-Solidarité) passé au MPF Vaucluse : contact@reconquete.com

- André-Yves Becq, ancien de Troisième Voie et d'Unité Radicale qui a rejoint le MPF avec Bompard dans la plus pure tradition des guidarts qui tendent le bras à 20 ans et finissent par coller des affiches pour les libéraux : j.bompard@mpf-villiers.com

Ecrivez-leur, faites-leur connaître votre désapprobation.

Source : Comité « Coalition Nationale 2007 » - Bouches-du-Rhône.

RAPPEL - Beaucoup d'entre vous, lorsque nous les rencontrons, nous disent être très contents de recevoir ce petit journal. Nombreux ont été ceux qui nous ont fait parvenir un chèque pour nous permettre de continuer la fabrication et la distribution de ce lien indispensable entre nous. Merci à eux, merci à vous qui, par votre geste, nous encouragez à poursuivre notre combat. Mais hélas, car il y a un mais, beaucoup trop de nos amis oublient encore de participer et ne sont pas à jour d'abonnement. Ceux qui sont gênés ne nous enverront rien et c'est normal. Nous les livrerons quand même. Mais les autres, tous les autres qui peuvent adresser un chèque de 10 Euros (au moins), doivent le faire. Cela paiera à peine l'affranchissement de leur journal, mais ça aidera. Nous comptons sur eux, nous comptons sur vous. Merci.

N'OUBLIEZ PAS NON PLUS de nous signaler votre éventuel changement d'adresse grâce au coupon ci-dessous afin que nous puissions continuer de vous envoyer ce précieux antidote.

CONSEIL : après avoir lu votre journal, pensez à le glisser dans la boîte d'un voisin !

Nom : Prénom :

Né(e) le : Profession :

Adresse :

..... Téléphone :

Abonnez-vous :

Abonnement aux "Nouvelles du Front"..... 10 €

(sans obligation d'adhésion au FN)

Abonnement de soutien €

(sans obligation d'adhésion au FN)

Je souhaite participer aux actions militantes

Adhérez et recevez tous les mois "Français d'Abord"

Adhésion simple 50 €

Adhésion couple 80 €

Adhésion FN Jeunesse (- de 25 ans) 30 €

Adhésion revenus modestes 30 €

Adhésion de soutien 90 €



Coupon et règlement à l'ordre du FN, à retourner à : Front National - BP 50 - 74301 Cluses Cédex

Confidentiel...Chut en bref...

L'AVEU

Une brève publiée fin juin dans Le Figaro-Magazine révèle clairement, c'est une première dans cet organe phare de la « presse bourgeoise », que l'opération de séduction lancée par le MPF en direction de la droite nationale, sur le thème « nous avons rompu avec le système », n'est qu'une vaste escroquerie. Ainsi, on apprend que la direction de l'UMP aurait été « contrariée » par l'initiative d'un membre du bureau exécutif du Parti radical valoisien, Mourad Ghazli. Avec un certain bon sens et/ou une certaine dose de naïveté, M. Ghazli a demandé qu'un candidat UMP soit aligné face à Philippe de Villiers en Vendée lors des prochaines législatives. Au vu des attaques tonitruantes du président du MPF contre la politique du parti sarkozyste, cette demande apparaît somme toute assez logique. Mais M. Ghazli s'est fait opposer une fin de non recevoir qui claque comme un aveu de la collusion entre le poisson pilote MPF et les requins de l'UMP. Embarrassé, c'est Manuel Aeschlimann, « conseiller politique de Nicolas Sarkozy », qui s'est chargé d'une réponse alambiquée : « cette revendication (de M. Ghazli) nous pose problème (sic), mais je crois qu'elle n'aura pas de suite, les élus et militants locaux du MPF ne sont pas assis caricaturaux que leur mentor », a-t-il déclaré. Un Aeschlimann qui fait mine de ne pas saisir la question posée puisque la « revendication » de M. Ghazli ne consistait pas à opposer un candidat UMP face à un anonyme du MPF, mais contre Philippe de Villiers lui-même. Ce traitement de faveur attribué au vicomte, qui doit sa présidence du Conseil général de Vendée à la majorité UMP, en dit long sur l'indépendance d'un homme qui, non content d'avoir toujours apporté ses voix à la droite courbe euromondialiste, est ainsi récompensé à l'avance pour sa tentative – plutôt foireuse si l'on en juge par les enquêtes d'opinion qui se succèdent – de minorer le score du candidat Le Pen en 2007.

L'EUROPEISME DANS SES ŒUVRES

Au Parlement européen, le député FN Carl Lang a dénoncé début juillet la triple imposture que constituait pour la France et les Français « l'augmentation des fonds structurels », en l'occurrence le fonds européen de développement régional, le fonds social européen et le fonds de cohésion. Entre 2007 et 2013 les fonds en question représenteront 35,7 % du budget de l'Union européenne, soit 307,9 milliards d'euros. Imposture d'abord parce que si « plus de 16 % des recettes budgétaires de Bruxelles proviennent des contribuables français, la part des dépenses régionales européennes allouée à la France ne cesse de diminuer, passant de 10 % en 1994 à moins de 8 % aujourd'hui ». Ainsi « depuis six ans, les cantons du Hainaut français, touchés pourtant par un chômage massif, n'ont plus droit aux fonds structurels (...) ». Imposture encore quand on sait que « l'augmentation de la part du budget régional se fait aux dépens de la politique agricole commune, dont la France est encore le principal pays bénéficiaire ». « Imposture économique enfin de la politique régionale européenne, note le dirigeant frontiste, puisque « les fonds structurels en France sont principalement destinés aux régions industrielles en déclin et à la reconversion du monde rural, c'est-à-dire aux victimes de la politique de Bruxelles, qui porte une lourde responsabilité dans la ruine de notre agriculture et la destruction de pans entiers de notre industrie ».

GROSSE MANIP'

Jean-Marie Le Pen a réagi début juillet à la présence de Jacques Chirac à Tours où ce dernier présidait une cérémonie de 138 naturalisations. Nouvelle occasion de mensonge pour le chef de l'Etat en nous « faisant croire, par sa présence, que cette cérémonie serait un acte exceptionnel », a relevé le président du FN. En effet, « il y a aujourd'hui davantage de naturalisations que d'entrées légales d'étrangers sur notre territoire, et l'écart s'accroît d'année en année : on fabrique des Français à tour de bras. La naturalisation, qui devrait être un acte d'adhésion à la Nation, est devenue un simple trucage statistique destiné à réduire artificiellement le nombre des étrangers sur notre sol ». Mensonge et manipulation, encore et toujours, a relevé le candidat national avec « la nouvelle affaire de sans-papiers montée de toutes pièces par le groupuscule trotskiste Réseau Education sans frontière (RESF) de M. Richard Moyon et la Ligue des droits de l'homme qui appellent à « violer la loi » pour sauver des enfants qui seraient menacés d'expulsion ». Initiative qui reçoit un fort soutien médiatique tendant à nous faire croire que nos compatriotes se mobilisent massivement contre les « raffles vichystes », alors même que toutes les enquêtes d'opinion enregistrent le ras-le-bol sans cesse croissant des Français devant la poursuite de la déferlante migratoire.

Le dossier du mois

Radars automatiques : le dossier de Candide

QUELQUES JOURS APRÈS L'INFRACTION,

vous recevez un courrier dans lequel se trouve :

□ UN AVIS DE CONTRAVENTION AU CODE LA ROUTE.

Sur cet avis, vous trouvez le lieu, la date et l'heure de l'infraction, l'indication de la limitation de vitesse, celle à laquelle vous rouliez, et celle qui est retenue après déduction de la marge d'erreur légale. Exemple : la vitesse est limitée à 70 Km/h, vous avez été contrôlé à 76 Km/h et la vitesse retenue sera de 71 Km/h. Il vous est également indiqué que vous perdrez un ou plusieurs points à votre permis de conduire. Il y est également noté le montant de l'amende à payer. Elle est modulée suivant le délai dans lequel vous payerez. Au bas de cet avis, se trouve le volet détachable et informatisé qui doit être joint à votre mode de paiement.

□ UN FORMULAIRE DE REQUÊTE EN EXONÉRATION qui permet d'indiquer qui conduisait votre véhicule (s'il s'agissait de quelqu'un d'autre), de signaler que votre véhicule était volé au moment des faits, ou que vous contestez l'infraction.

□ UNE ENVELOPPE à fenêtre pour l'envoi de votre paiement (chèque, timbre-amende, etc...).

À ce stade, on peut noter avec quelle rapidité l'administration peut réagir. Quand on connaît le délai d'obtention d'un simple passeport, on s'aperçoit que notre affaire de PV est parfaitement rodée.

Il ne vous reste plus que deux solutions :

La première : vous mettez sagement votre chèque et le volet détachable dans la petite enveloppe fournie, et vous envoyez le tout à Rennes.

Ou alors, vous contestez l'infraction, et vous remplissez le formulaire de requête en exonération, plus une lettre de justification expliquant pourquoi vous n'êtes pas d'accord. Vous n'oubliez pas de joindre la somme de 68 euros simplement pour que votre contestation soit prise en compte.

Si vous choisissez cette première voie alors que vous avez effectivement commis l'infraction, vous êtes un bon citoyen bien politiquement correct sous tous rapports. Vous êtes bien soumis, et le système vous convient parfaitement. Vous avez parfaitement votre place dans la « France d'en bas ».

Service verbalisateur : Centre Automatisé de Constataion des Infractions Routières CS 41101 35911 RENNES CEDEX 9

AVIS DE CONTRAVENTION AU CODE DE LA ROUTE

Date de l'avis de contravention : 006

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le véhicule dont le certificat d'immatriculation (carte grise) est établi à votre nom a fait l'objet d'un contrôle automatisé ayant permis de constater la contravention figurant ci-dessous.

Pour payer l'amende ou contester, reportez-vous au dos.

Pour toute information complémentaire, appelez le 0811 10 20 30 (première communication locale), ou consultez le site internet www.securitrouver.com/fr.

La présente contravention a été relevée le 2006 à pour EXCÈS DE VITESSE INFÉRIEUR À 20 KM/H PAR CONDUCTEUR DE VÉHICULE À MOTEUR - VITESSE MAXIMALE AUTORISÉE SUPÉRIEURE À 50 KM/H

VITESSE : 70 km/h / 76 km/h

IMMATRICULATION : []

Lieu de l'infraction : []

Moyen de contrôle utilisé : []

Enquêteur : []

Montant de l'amende forfaitaire : 68 €

Si vous payez dans les 15 jours suivant la date d'envoi de l'avis de contravention (mentionné en haut à droite du présent document), ce montant est majoré (*) et porté à : 45 €

Si vous ne payez pas dans les 45 jours suivant la date d'envoi de l'avis de contravention (mentionné en haut à droite du présent document), ce montant est majoré (*) et porté à : 180 €

CARTE DE PaiEMENT

Centre d'encaissement : TSA 50701 35907 RENNES CEDEX 9

Formulaire de requête en exonération (art. 529-10 et R. 49-14 du code de procédure pénale)

Vous devez impérativement utiliser le présent formulaire, et joindre les documents demandés, si vous vous trouvez dans l'un des cas suivants :

1. Le titulaire du certificat d'immatriculation (carte grise) du véhicule de marque []

2. []

3. []

Signature obligatoire

Centre d'encaissement : TSA 50701 35907 RENNES CEDEX 9

Bien faire apparaître l'adresse de paiement devant la fenêtre, merci.

UNE MANNE TOMBÉE DU CIEL...

Or, précise le président du FN, les enfants immigrés scolarisés en question ne sont pas « tombés du ciel », mais issus de « familles en situation irrégulière venues sciemment de façon illégale ». « Lesquelles, comme d'habitude, ne risquent rien », observe Jean-Marie Le Pen, comme l'indique le fait qu'Arno Klarsfeld, « nommé médiateur par le ministre de l'Intérieur, a déclaré, sans surprise, qu'il n'y aurait pas d'expulsion durant l'été. Il n'y en aura donc pas du tout, puisque c'est le début de l'année

scolaire, qui permet à ces familles de rester illégalement sur notre territoire ». « On appellera néanmoins à la Ligue des droits de l'homme », poursuit-il, « que la loi est un élément fondamental des droits de l'homme, et qu'en appelant à violer la loi, elle porte gravement atteinte aux droits de l'homme qu'elle prétend défendre. Il est vrai que lorsqu'on voit l'Etat lui-même violer la loi et refuser d'appliquer une décision de justice, comme dans l'affaire du teknival de Vannes, il n'y a plus aucun frein possible à l'anarchie ». De son côté, la présidente du groupe FN à la région Ile-de-

Maintenant, il y a la deuxième solution...

CE QU'IL FAUT SAVOIR

□ **La loi** renforçant la lutte contre la violence routière date du 12 juin 2003 (publiée au J.O. le 13 juin 2003). Elle a été adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 04 juin 2003. Ont voté "pour" : l'UMP et le PS. Le PCF et les républicains se sont abstenus. Les radars automatiques sont entrés en vigueur par l'arrêté interministériel du 27 octobre 2003 (J.O. du 29 octobre 2003).

□ **Nombre de radars** automatiques en service : Il y a 1.500 radars automatiques (fixes et mobiles) en service. Il est prévu qu'il y en ait 500 supplémentaires d'ici fin 2007. (Source : Le Figaro).

Carte des radars fixes :

<http://www.securiteroutiere.equipement.gouv.fr/data/radars/francentiere.htm>

COMMENT RÉAGIR ?

AVERTISSEMENT : Ce qui suit n'est aucunement une incitation à une quelconque soustraction à la loi Française. Il ne s'agit que de propositions qui permettent de manifester son mécontentement tout en restant dans le cadre de la loi.

Au dos de l'AVIS DE CONTRAVENTION AU CODE DE LA ROUTE, est indiquée la procédure à suivre pour en payer le montant. Il y est notamment stipulé que :

□ **Vous pouvez payer par chèque.** Rien ne vous empêche de payer au moyen de 2 chèques. Pour une amende de 45 euros, vous mettez par exemple 1 chèque de 30 euros et 1 de 15 euros.

□ **Envoyer le tout sans agrafe ni trombone.** Mettre deux agrafes, c'est mieux pour que rien ne se perde.

□ **Utiliser l'enveloppe jointe :** enveloppe d'un format spécial, et avec fenêtre pour la lecture optique. Utiliser une enveloppe d'un autre format et sans fenêtre, c'est plus sympa.

□ **Sur le volet détachable à envoyer avec votre chèque, se trouve un code barre.** Si ce code barre est illisible, par exemple en raison de la présence d'un peu d'effaceur, il sera nécessaire de faire une saisie manuelle.

□ **Quelques jours après le paiement de l'amende,** vous vous mettez à douter. Est-ce bien moi qui ait été contrôlé en excès de vitesse ?

À la même adresse que celle du paiement, vous demandez à recevoir la fameuse photo. Cette adresse n'est pas la bonne, mais votre courrier suivra à l'endroit concerné. Si vous n'avez pas de réponse dans les quinze jours, vous demandez de nouveau la production de la fameuse photo.

□ **Ce que cela rapporte** à l'État :

Les radars automatiques ont rapporté 204,9 millions d'euros en 2005, contre 106 millions en 2004. Plus de 4,2 millions de PV ont été envoyés aux contrevenants, contre 1,5 millions en 2004. (Sources : *Nouvel Observateur* et Ministère de l'Intérieur)

□ **Nombre de points retirés :**

En 2005, 7,4 millions de points ont été retirés (contre 6,4 millions en 2004). Ce nombre représente une hausse de 16% par rapport à 2004 qui avait connu la plus forte progression (+ 44 %) depuis 1995. (Sources : Sécurité Routière et Prévention Routière).

Vu que votre PV vous a été envoyé 3 à 4 jours après l'infraction, vous pouvez exiger la même célérité pour qu'on vous réponde.

Le but n'est pas d'engorger les services concernés. Loin de nous cette idée.

Et puis : la cerise sur le gâteau, il faut conclure en appuyant où ça fait mal. Vous envoyez la lettre qui suit à vos députés et sénateur UMP puisqu'il s'agit d'une initiative de ce parti politique.

Elle sera naturellement adaptée pour la circonstance à votre secteur géographique.

Patrick BELIN
21 rue de l'industrie
69011 LYON

Monsieur le Député (ou Sénateur)
Marc PUPONT
5, rue de l'Hôtel de Ville
69007 LYON

Le 21/03/2006

Monsieur le Député (ou Sénateur)

Le 18 mars 2006, j'ai été verbalisé pour un excès de vitesse à BRON (69). Je roulais sur la voie rapide à une vitesse de 76 Km/h au lieu de 70 Km/h. La vitesse relevée est de 71 Km/h.

Pour cette infraction, je dois payer la somme de 45 euros, et 1 point sera enlevé de mon permis de conduire.

En tant que citoyen responsable, je viens de payer l'amende.

Pour autant, et sauf erreur de ma part, cette loi de répression routière a été votée par votre parti politique.

L'électeur, que je suis, saura s'en souvenir lors de toutes les prochaines échéances électorales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député (ou Sénateur), l'expression de mes sentiments respectueux.

Patrick BELIN

France, Marine Le Pen, s'est élevée contre la décision de l'exécutif francilien d'accorder, « sans opposition de l'UMP ni de l'UDF », « 75% de réduction dans les transports publics aux clandestins ! ». « Le bilan de cette gratuité dans les transports s'élèvera à 87 millions d'euros supplémentaires chaque année (certains parlent déjà de 150 millions) à la charge de toutes celles et tous ceux qui payent des impôts et qui doivent, le plus souvent, payer plein tarif leur titre de transport ». La vice-présidente du FN a souligné que les élus régionaux frontistes souhaitaient pour leur part « la gratuité (des transports) en

faveur des Rmistes, et ont toujours demandé une telle gratuité pour les demandeurs d'emploi ».

UNE NOUVELLE FOIS, LE PEN AVAIT RAISON

L'établissement ment sciemment à notre peuple sur les chiffres de l'immigration, minorant systématiquement son importance ; un déni de réalité qui ne trompe plus grand monde. Dans son dernier recensement des flux migratoires publié fin août et portant sur la période 1999-2004, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a fait état d'une

Confidentiel... Chut en bref...

forte hausse du nombre des immigrés sur notre territoire. Le Figaro, dans son édition du 24 Août, rapportait les propos de Michèle Tribalat, démographe à l'Ined, laquelle avouait que « le nombre d'immigrés a été sous-estimé » lors du dernier recensement, datant de 1999. Avez qui confirme que Jean-Marie Le Pen avait raison lorsqu'il fit aussitôt remarquer, il y a 7 ans, que les chiffres donnés par l'Institut officiel, qui concluait à une baisse du solde migratoire, n'étaient évidemment pas crédibles. Il apparaît ainsi que La France comptait officiellement en 2005 4,9 millions d'immigrés, soit 8,1% de la population, en l'occurrence 760.000 de plus qu'en 1990 (+ 18%). L'immigration en provenance d'Afrique subsaharienne a grimpé de 45% entre 1999 et 2005, et, si sept immigrés sur dix viennent des anciennes colonies françaises, le nombre des immigrés des pays d'Europe orientale (hors Union européenne à vingt-six) explose (+ 37%), celui des Chinois a doublé (650.000), celui des Turcs est passé à 225.000 (4% de la population immigrée résidant en France), en progression de 50.000 personnes. Le Figaro précise encore qu'« Après trente années d'une immigration essentiellement liée au regroupement familial, les femmes sont aujourd'hui aussi nombreuses que les hommes (...). Grâce aux nouveaux arrivés, la population immigrée n'a pas vieilli entre 1999 et 2004, contrairement aux non-immigrés ».

NOTRE PRIORITÉ, LA LEUR.

Certes, dans leur volonté constante de substitution de population, les mondialistes qui nous dirigent ne se sont pas contentés de s'interdire toute politique familiale en faveur de nos compatriotes, ils ont aussi fabriqué de nombreux « Français de papier ». Ainsi, parmi les immigrés dont fait état l'étude de l'Insee, 2 millions sont titulaires d'une carte d'identité française, soit officiellement 40% des immigrés, contre 36% en 1999. Comme l'a encore relevé Jean-Marie le Pen, « les Français n'ont pas besoin des chiffres aléatoires de l'INSEE pour constater que l'immigration ne cesse d'augmenter, et que les gouvernements successifs ne font rien pour lutter contre ce fléau qui met de plus en plus gravement en péril l'identité française, et à échéance l'existence même de la nation ». Ce qui ne trouble pas outre mesure les alter ego socialistes de Nicolas Sarkozy engagés dans la course à l'investiture pour la présidentielle. Peu avant le spectacle lamentable qu'a offert aux Français le PS lors de son université d'été à La Rochelle, Dominique Strauss-Kahn a précisé que l'urgence absolue n'est pas de protéger les Français d'une immigration qui les appauvrit et les rend chaque jour un peu plus étrangers dans leur propre pays. Non, l'urgence pour DSK est de s'appuyer sur la « construction européenne » pour « lutter contre le nationalisme renaissant », de favoriser « une immigration positive ». Même son de cloche de son frère ennemi Laurent Fabius, lequel a annoncé son intention, s'il était élu en 2007, d'accorder le droit de vote aux immigrés. « Immigration positive » et « droit de vote des immigrés », deux mesures prônées elles aussi par le candidat Sarkozy...

Y-A-T-IL ENCORE DES FRANÇAIS POUR LES CROIRE ?

L'UMP ne manque jamais de réutiliser les grosses ficelles et autres truquages auxquels nous ont habitués leurs prédécesseurs socialistes au pouvoir. Avec un don de comédien indéniable, Dominique de Villepin, à l'occasion de sa conférence de presse mensuelle, a annoncé sans rire une nouvelle baisse du chômage, celui-ci passant opportunément sous la barre symbolique des 9% (8,9% précisément), soit officiellement 2.186.000 demandeurs d'emploi. Chiffre « magique » qui tend à répondre aux promesses de Jacques Chirac à l'occasion de son allocution du 14 juillet dernier, « Supermateur » déclarant alors que le gouvernement ramènerait le pourcentage des chômeurs à 8% d'ici 2007. Une grosse « manip » préparée de longue date, qui avait été démontée dès le 5 juillet par Le canard enchaîné,

l'hebdomadaire se gaussant alors de journaux comme Le Parisien, Les Echos, La Tribune ou encore Le Figaro qui avaient pris pour argent comptant dans leur édition du 30 juin la propagande du gouvernement. De fait, les méthodes utilisées pour dégonfler le chiffre des demandeurs d'emploi par l'équipe Villepin sont toujours les mêmes depuis le règne de François Mitterrand et de ses premiers ministres successifs : cette baisse a pour raisons essentielles les retraites anticipées, la multiplication des emplois aidés, la radiation en masse de catégories entières de demandeurs d'emploi.

Le coin des Blagues

Dive la coupe du monde de foot !

Un homme est assis dans un stade de foot à la grande finale du Mondial, où toutes les places sont vendues ! À côté de lui, une place vide...

Visiblement très irrité, le gars assis de l'autre côté de la place vide lui demande à qui appartient la place vide, car c'est quand même honteux de laisser une place libre un jour de finale !

Effectivement, l'homme lui répond que c'est la place de sa femme, qu'ils viennent ensemble au foot depuis qu'ils sont mariés, mais comme elle vient de décéder il n'y a pas si longtemps...

Le gars de l'autre côté s'excuse et lui présente ses condoléances.

Puis il lui demande : "Et il n'y avait personne d'autre de la famille ou des amis proches qui auraient voulu sa place ?"

Et l'homme de répondre : "Ben si, mais ils sont tous à l'enterrement !"

Foot toujours

Proclamation du jugement dans Le litige contre Materrazzi par la FIFA.

- Le juge dit : "J'ai une bonne et une mauvaise nouvelle. Laquelle veux-tu entendre en premier ?"

- Materrazzi : "D'abord la mauvaise."

Le juge : "Pour tous les propos racistes que tu as tenus à l'encontre du monde musulman, tu as été condamné à mort, tu seras fusillé !"

- Materrazzi : "Et la bonne ?"

- Le juge : "C'est Trezeguet qui tire !"

Et pour conclure, en exclusivité, le nouveau maillot de la Juve.



Le petit Nicolas

Le petit Nicolas déménage à la campagne et achète l'âne d'un vieux fermier pour 100 euros. Le fermier doit livrer l'âne le lendemain mais justement, le lendemain...

- Désolé fiston mais j'ai une mauvaise nouvelle, l'âne est mort.

- Bien alors, rendez-moi mon argent.

- Je ne peux pas faire ça. J'ai déjà tout dépensé.

- OK alors, vous n'avez qu'à m'apporter l'âne.

- Qu'est-ce que tu vas faire avec ?

- Je vais le faire gagner par un tirage au sort.

- Tu ne peux pas faire un tirage au sort avec un âne mort !

- Certainement que je peux. Je dirai à personne qu'il est mort."

Dans sa situation, le fermier se dit qu'il ne peut pas vraiment refuser. Il ramène donc l'âne au petit Nicolas.

Un mois plus tard, il revient voir le petit Nicolas :

- Qu'est devenu mon âne mort ?

- Je l'ai fait tirer au sort. J'ai vendu 500 billets à 2 euros l'unité et j'ai fait un profit de 998 euros.

- Et personne ne s'est plaint ?

- Seulement le gars qui a gagné. Ça fait que je lui ai rendu ses 2 euros."

Épilogue : Nicolas a vieilli et est devenu ministre de l'intérieur.



Le vicomte et le Livret A

La différence entre le Livret A et de Villiers, c'est que le livret A on est sûr qu'il fera 2,75% !

La baignoire

Durant une visite dans un institut psychiatrique, M. Chirac demande au directeur sur quel critère on se base pour déterminer si un patient doit être interné.

- Eh bien, nous emplissons une baignoire d'eau, puis nous offrons une cuillère, une tasse ou un seau au patient en lui demandant de vider la baignoire.

- Ah, je comprends fit le visiteur, une personne normale choisira évidemment le seau parce qu'il est plus gros que la cuillère ou la tasse !

- Non, répondit le directeur, une personne normale retirerait le bouchon du bain. Désirez-vous une chambre avec vue sur le parc ?



2 brunes (ça change des blondes) en camping

Elles installent leur tente dans une clairière et se couchent pour dormir. Quelques heures plus tard, l'une d'elles réveille l'autre et lui dit :

- Regarde dans le ciel et dis-moi ce que tu vois.

- Des millions d'étoiles !

- Et qu'est-ce que ça veut dire, selon toi ?

La brune interprète la question un instant et dit :

- Ben, astronomiquement parlant, cela veut dire qu'il y a des millions de galaxies et des milliards de planètes dans le vaste espace.

Astrologiquement, cela me dit que Saturne est en Verseau. Pour l'heure, je dirais qu'il est 4 h du matin.

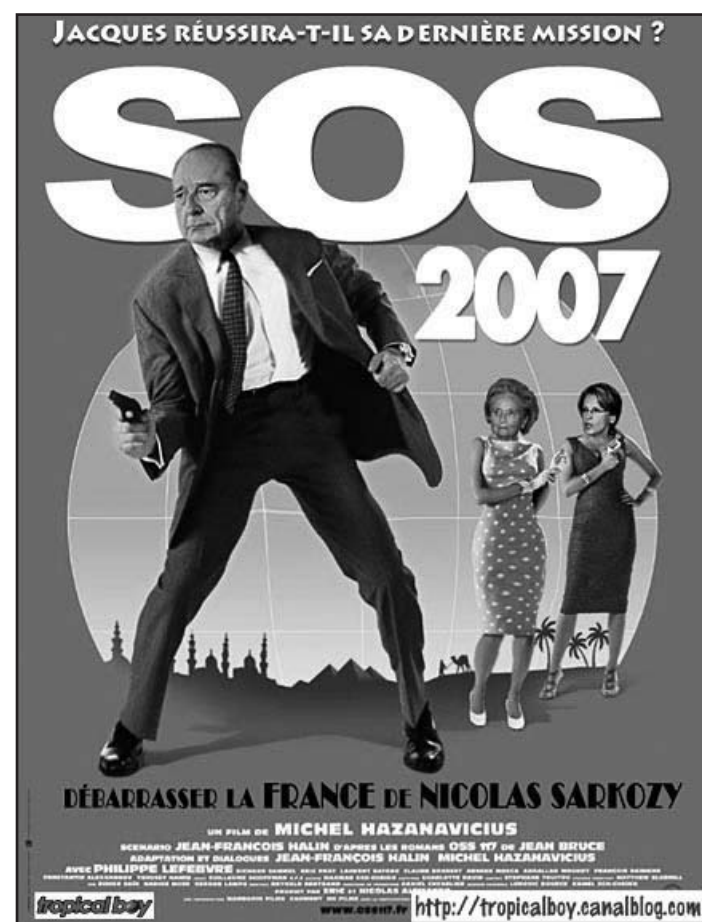
Théologiquement parlant, il est évident que Dieu est tout puissant et que nous sommes petits et faibles.

Météorologiquement, il semblerait qu'il fera beau demain.

Après s'être fait dévisager par l'autre brune pendant quelques minutes, elle reprend :

- Quoi, qu'est-ce que j'ai dit de mal ?

- Pauvre conne va ! Ça veut simplement dire qu'on s'est fait voler la tente !



Monsieur Dominique de VILLEPIN
Premier Ministre

Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

St-Cloud, le 28 juillet 2006

Monsieur le Premier Ministre,

C'est tout à fait abusivement que vous avez fait état de « large consensus » et « d'union nationale » relativement à la politique de votre gouvernement au Proche Orient en évoquant la réunion que vous avez convoquée des partis de la majorité et de l'opposition parlementaire.

Vous n'aviez pas jugé utile d'inviter le Front National qui, représentant pourtant des millions d'électeurs français, n'a pas un seul député à l'Assemblée mais qui dispose, cependant, au Parlement Européen de sept députés français.

Cette attitude, contraire aux règles les plus élémentaires de la démocratie et du bon sens, choque beaucoup de nos compatriotes, de plus en plus nombreux à nous rejoindre dans une opposition au « Système » politicien dont vous êtes, volens nolens, avec le Président de la République, la personnification.

Les responsables politiques des partis de l'Assemblée « Nationale » représentent moins de la moitié des électeurs français, celle-ci, de ce fait, manque de légitimité. Vous aurez l'occasion de vous en rendre compte aux prochaines élections, car si votre discrimination outrage les citoyens français, elle nous honore et nous conforte.

Les princes de droite et de gauche qui nous gouvernent depuis trois décennies n'ont cessé de modifier les systèmes électoraux pour essayer de maintenir dans leurs postes et leurs prébendes, les représentants de la République des Partis, que condamnait le Général de Gaulle, dont vous vous réclamez abusivement.

Cette République oligarchique et bananière a conduit le pays à sa ruine démographique, économique, sociale, culturelle et morale. Le temps est proche où elle devra abdiquer avant que le peuple ne l'y contraigne.

Comme l'âne de Buridan, vous êtes aujourd'hui incapable de choisir entre Israël et le Liban, bien que vous déclariez ami de toujours de ce malheureux pays, auquel vous n'offrez que des couloirs humanitaires et l'exode de nos ressortissants.

Impuissance, verbiage, hypocrisie semblent être les fondements de l'action internationale, d'une France, dépouillée de sa souveraineté.

Recevez, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments d'affliction.

Jean-Marie LE PEN

Courrier de **Monsieur l'Abbé Christian Chanliau** - D.U.E.S. en droit canonique, licencié en droit civil et en théologie, défenseur du lien auprès de l'Officialité régionale, Aumônier honoraire des armées.

À Monsieur Jacques Chirac, Président de la République Française,

Le 5 août 2006,

Monsieur le Président, « je vous écris une lettre, que vous lirez peut-être si vous avez le temps... ».

Le 6 juin 1982, Israël envahit le Liban, c'est l'opération « Paix en Galilée ». Le 9 juin, les chars du Général Ariel Sharon, le boucher devenu Premier ministre avec la bénédiction de l'occident, envahissent Beyrouth. Bombardements aériens, tirs d'artillerie suivent... Population civile = 30.000 blessés et 6.800 morts.

La France monte l'opération « Epaulard » aux ordres du Général Granger, un brillant, son unité est composée des meilleurs éléments des troupes paras dont le 3^{ème} RPIMA de Carcassonne aux ordres du Col. Roudeillac. Le 21 août, les Français tiennent le port et commencent l'évacuation des palestiniens. Le dispositif est suffisamment dissuasif pour qu'Israël se tienne à distance. Le 13 septembre, les Français quittent le Liban, un jour trop tôt (peut-être), le lendemain, le 14 septembre, le jeune président chrétien, Béchir Gémayel est assassiné. Sa mort ruine tous les espoirs d'un Liban indépendant et uni.

Les Israéliens en profitent pour entrer le 15 septembre dans Beyrouth, ce sont alors les massacres de Sabra et de Chatila, massacre horrible, voulu et couvert par Sharon. Les Français reviennent, avec les Américains et les Italiens, 1.200 de nos soldats se déploient au centre de Beyrouth. C'est l'opération « Diodon I », toujours aux ordres du Général Granger. Nos soldats créent 35 postes fixes et des itinéraires de sécurité. Cette force passera de 3.500 hommes à 6.000 hommes en moins d'un an. La France protège ses soldats par l'envoi de ses deux porte-avions, le Foch et le Clémenceau, avec ses deux groupes aéronaval. (Aujourd'hui hélas, M. Le Président, nous attendons vainement le 2^{ème} porte-avions). Cette opération ne gêne pas qu'Israël, elle gêne aussi la Syrie qui veut faire du Liban le champ clos de l'affrontement Israélo-arabe...

À propos du Liban

Les occidentaux soutiennent Amine Gemayel, jeune frère d'Amine, élu président au lendemain de l'assassinat de Béchir. Pendant 11 mois, le plan occidental fonctionne, contre Israël, contre la Syrie, contre Walid Joumblatt, contre Nabih Berri... La sécurité revient peu à peu, surtout grâce aux Français qui quadrillent Beyrouth. Tout change dans l'été 1983. Le Liban devient l'objet d'un bras de fer entre l'occident et Moscou. C'est la querelle des Euromissiles et des SS20. Le 31 août, les Soviétiques abattent froidement un Boeing 747. 269 morts sacrifiés sur l'autel de la guerre froide... À l'automne, les Français de l'opération Diodon IV s'installent à Beyrouth. C'est aussi l'époque de l'affrontement Iran-Irak, la France soutient l'Irak activement et indispose Téhéran. Nous devenons « le petit Satan ». Les Français deviennent alors l'objet de tous les chantages, nous ne sommes pas attaqués de front, mais l'Iran sous-traite auprès des groupes terroristes. Nos paras deviennent désormais des « pigeons d'argile ». Amal se lance à la conquête du Liban. Le 30 août, l'ambassade de France est bombardée. Les supers-étandards du Foch répliquent.

Ici, la mission de paix et d'interposition a changé de tonalité, elle va tourner à la tragédie. Dans l'ombre, les mouvements terroristes les plus dangereux de la planète ont réveillé leurs réseaux. La Force multinationale d'interposition est désormais sur un volcan. Le 23 octobre 1983, à 06 h 24 du matin, l'immeuble « Drakkar » explose. Une compagnie du 1^{er} Régiment de chasseurs parachutistes est quasiment anéantie. 58 jeunes français, volontaires du contingent, sont assassinés, en même temps que 241 américains. Ces hommes étaient les soldats d'une paix introuvable. L'élite des armées de l'occident a été impuissante, malgré cela on reproduira le même modèle en Yougoslavie et au Cambodge, avec les mêmes erreurs et les mêmes risques.

Alors, Monsieur le Président, oui à une Force Multinationale d'interposition, oui, trois fois oui pour sauver le Liban. Mais cette fois-ci pour de bon, c'est-à-dire avec un mandat clair et un armement lourd, non pour observer mais pour agir, c'est-à-dire mettre au pas Israël, l'Iran et la Syrie, par les armes s'il le faut. Désarmer les milices de tout poil, anéantir les terroristes, former l'armée libanaise et lui fournir un armement moderne et performant, là est la seule garantie de restauration de la souveraineté d'un état qui fut fort longtemps l'exemple de la tolérance et de la démocratie au Proche-Orient. La tâche est ardue, mais le contexte international est plus favorable qu'il y a 23 ans. L'empire soviétique a disparu avec ses éléments de nuisance internationale.

L'on disait aux premiers siècles du christianisme que le sang des martyrs était semence de chrétiens. Puisse, 23 ans après, le sang de nos paras martyrs être semence de paix, de liberté et de fraternité. Ces valeurs universelles de notre République peuvent être reçues, si nous savons convaincre, y compris par le poids des armes.

La première chose à faire est aussi le ménage dans votre gouvernement, les déclarations affligeantes de notre ministre des affaires étrangères méritent bien que Douste-Blazy, dit le « Crétin des Pyrénées » soit renvoyés aux oubliettes de l'histoire.

La France a suffisamment de grandeur pour ne pas négocier avec les états voyous et les fanatiques, exit l'Iran et la Syrie, pour un Liban Libre et Souverain.

xtianc34@wanadoo.fr

Le Billet de Madame TAPEDUR...

La ficelle est proscrite...

Pas l'avatar de la baguette, non, la cordelette qui souligne la raie des fesses sous le vocable anglais de string. Cet accessoire qui s'affiche sur les panneaux publicitaires de la ville, sur les mannequins et dans les devantures, sans même évoquer les postérieurs des lycéennes dont les jeans taille basse dévoilent généreusement la lingerie, fait l'objet de prohibition à Paris plage.

Cachez cette ficelle que je ne saurais voir, a édicté Delanoé du haut de sa nef lutétienne.

Le père la pudeur auquel le rose sied doublement bien aurait-il ressenti une pulsion virile en découvrant les parties charnues d'une donzelle trop légèrement vêtue ?

Toutes les hypothèses restent permises, y compris de voir dans cette mesure coercitive un avant-goût de « Royalisme ».

On sait que la mère Ségolène ne badine pas avec le règlement. Alors ce renouveau de l'ordre moral donne une petite idée du retour de bâton qui accompagnerait son élection. La photo ci-dessous figure un Paris Plage 2007, en l'an 1 de l'ère Royal.





SOUTENONS LA PRESSE AMIE

SOUTENONS NATIONAL-HEBDO

Si vous êtes déjà lecteur de cet hebdomadaire, également disponible en kiosque, vous n'êtes pas sans savoir ses graves difficultés financières actuelles.

Toute la presse écrite française est malade, mais à l'inverse de ses concurrents, *National Hebdo* ne reçoit aucune aide (comme toute la presse nationaliste), ni de l'État, ni des « grands » annonceurs publicitaires. *L'Humanité*, annonçant une perte nette de deux millions d'euros cette année, est assurée d'être renflouée par le grand capital (TF1 - Le Groupe Lagardère - La Caisse d'Épargne, etc.), et par l'État.

National Hebdo, lui, ne peut compter que sur nous.

Aussi, aidez-le par vos dons, abonnez-vous, faites de nouveaux abonnés !

National Hebdo doit vivre !

Abonnement 6 mois : 65 euros - 1 an : 107 euros.

Chèque à l'ordre de National Hebdo - 6, rue de Vauguyon - 92210 SAINT-CLOUD.

Le coin des Amis

www.dominique-martin.com

Découvrez ou redécouvrez
LE
site de **Dominique Martin**

nouvelle présentation, nouveaux textes, nouvelles photos, encore plus de liens... LE site revu et corrigé !
La dernière nouveauté : *Les Nouvelles Du Front* sont disponibles sur le site.

Cette rubrique vous permet de vous adresser à des entreprises amies pour tout ce dont vous auriez besoin. **Autant faire travailler nos amis que nos ennemis !** Nous espérons que d'autres fournisseurs se feront connaître pour développer ce service sur les Savoie. Après vérification de leur sérieux et de leur compétence, nous ferons figurer leur publicité dans *les Nouvelles du Front*. Pour être présent, il leur suffit de prendre contact avec la rédaction au 04 50 46 28 59. Vous pouvez également nous demander par courrier, et de façon confidentielle, la liste des professionnels amis proches de chez vous.

ENSEMBLE NOUS GAGNERONS...

PAROLES DE FRANCE



courageux et loyal

Animaux Passions Services

**. PENSION pour tous les animaux
GARDE à domicile**

. TAXI Animaux

NICHES - ENCLOS - ETC. Éducation de base

Tél : 04.50.36.72.46
Ouvert sur rdv entre Annemasse et Douvaine

E-Mail : aps74@tiscall.fr

LE SITE : www.aps74.com

Michel LANDRIVON

L'Assureur qui fait Front

Assurances des particuliers, Artisans-Commerçants,
Placements-Retraites, Risques d'Entreprises

29, rue Saint Exupéry - 74600 SEYNOD
Tél. : 04 50 69 02 65 Fax. : 04 50 69 08 45

C'EST NOUVEAU, C'EST BON MARCHÉ.

**POUR TOUTS VOS TRAVAUX COURANTS,
MAINTENANT C'EST PLUS SIMPLE, PLUS RAPIDE, PLUS FACILE.**

Maçon, JARDINIER, PEINTRE, TAPISSIER, NETTOYAGE...

UN SEUL N° : 04 79 69 06 05

CHÉQUE EMPLOI SERVICE
LE ROI DE LA BRICOLE

10, Chemin du Forézan - B.P. 37 - 73160 COGNIN

Découvrez « Le forum des patriotes »

forum de discussion entre membres
du Front national sur

<http://www.forumpatriote.com>

Venez poser vos questions, nous soumettre
vos suggestions et réflexions, et participer
ainsi à la diffusion de nos idées.



Jacques VASSIEUX

Secteur Annecy : 04 50 46 28 59
Secteur Cluses : 06 72 81 59 78

Vous voulez vendre ou acheter un bien,
Appartements, Maisons, Terrains.
N'hésitez pas à nous appeler, le
meilleur accueil vous sera réservé.

Toutes Transactions
immobilières
Expertises, Conseils

AMALGAME
studio graphique - pré-presse
& imprimerie

**Vos campagnes électorales,
vos documents en cours d'année...
Création, impression, distribution.....**

12, RUE LOUIS SAILLANT 69120 VAULX EN VELIN - Tél 04 78 79 62 71 - Fax 04 78 82 03 79
e-mail : jphemy@amalgam-prepresse.com

LÉGISLATIVES 2007
CANTONALES 2008
MUNICIPALES 2008